

Université ABDERRAHMANE Mira de Bejaïa  
Faculté des Sciences Economiques, des sciences de Gestion et des  
Sciences Commerciales  
Département des sciences économiques

## *Mémoire de fin de cycle*

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Science Economique  
Option: Monnaie Banque et Environnement International

### Thème

*Les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie: entre aspects théoriques et considérations pratiques. Enquête auprès des particuliers de la ville d'Akbou.*

**Présenté par**

HACHEMI Assia

OUYAHIA Sana

**Encadreur**

M<sup>r</sup> FOUDI Brahim

**Devant le jury composé de:**

Président: Dr GHERBI Hassiba

Examineur: Dr LALALI Rachid

Rapporteur: M<sup>r</sup> FOUDI Brahim

Année universitaire 2016-2017

## Remerciements

*Nous remercions Dieu tout puissant de nous avoir donné le courage et la bonne volonté de mener à terme ce travail.*

*Nos profondes reconnaissances s'adressent particulièrement à notre encadreur **Mr FOUDI Brahim** pour son engagement, sa patience, sa générosité et surtout sa disponibilité*

*Nos plus sincères et intenses remerciements s'adressent également aux membres de jury qui ont accepté de juger ce travail.*

*Nos remerciements s'adressent également à **Mr OUISSA Zaki, Mr TIGRINE Amirouche et Mme AMIA Nassirapour** leur aide si précieuse.*

*Plus largement, nous tenons à remercier tous les enseignants de la faculté des sciences économiques, ainsi que tous nos collègues de la promotion MBEI, qui ont contribué à faire de cette année l'expérience très enrichissante, sur les plans intellectuel et humain.*

*Nous remercions nos chers PARENTS, pour tout leur amour, leur soutien et leurs encouragements.*

*Nous tenons enfin à exprimer nos reconnaissances et nos sincères gratitude à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à cette réalisation.*

## Dédicaces

*Avec l'aide de Dieu tout puissant, j'ai pu achever ce travail que je dédie*

*À mes chers parents qui ont tant attendu le fruit de leur éducation, ma mère qui a été patiente avec moi, mon père pour sa disponibilité et ses conseils et mes beaux-parents ;*

*À mon fiancé ; qui ma honoré tout au long de ce travail;*

*À mes frères qui ont toujours su m'aider pour aller de l'avant;*

*À mes sœurs adorables qui ont été serviables et attentionnées et à mes belles sœurs ;*

*À tous mes amis, mes oncles, mes cousins et cousines et toute ma grande famille et ma belle-famille ;*

*À tous ceux qui me connaissent.*

**H. Assia**

## Dédicaces

*Avec l'aide de Dieu tout puissant, j'ai pu achever ce travail que je dédie*

*À la mémoire de défunts chère sœur Ferial;*

*À mes chers parents qui ont tant attendu le fruit de leur éducation, ma mère qui a été patiente avec moi, mon père pour sa disponibilité et ses conseils;*

*À mes frères qui ont toujours su m'aider pour aller de l'avant;*

*À ma sœur adorable qui a été serviable et attentionnée;*

*À tous mes amis, mes oncles, mes cousins et cousines et toute ma grande famille;*

*À tous ceux qui me connaissent.*

**O. SANA**

# Table des matières

<b>Remerciements</b> .....	<b>I</b>
<b>Dédicaces</b> .....	<b>II</b>
<b>Dédicaces</b> .....	<b>III</b>
<b>Sommaire)</b> .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<b>Liste des abréviations</b> .....	<b>VII</b>
<b>Liste des figures</b> .....	<b>VIII</b>
<b>Liste des tableaux</b> .....	<b>X</b>
<b>Liste des annexes</b> .....	<b>XI</b>
<b>Introduction Générale</b> .....	<b>1</b>
<b>I. Chapitre 01: Approche théorique de l'épargne et ses déterminants</b> .....	<b>4</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>I.1 Section 1: Généralité sur la notion de l'épargne</b> .....	<b>5</b>
I.1.1 Définitions de l'épargne: .....	5
I.1.2 Les sources de l'épargne: .....	6
I.1.2.1 L'épargne des ménages: .....	6
I.1.2.2 L'épargne des entreprises.....	7
I.1.2.3 L'épargne publique .....	7
I.1.3 La typologie de l'épargne des ménages: .....	7
I.1.3.1 L'épargne forcée et sociale.....	7
I.1.3.2 L'épargne libre et individuelle .....	8
I.1.4 Les formes de l'épargne .....	8
I.1.4.1 L'épargne financière .....	9
I.1.4.2 L'épargne non financière ou investie: .....	9
I.1.5 Les motifs d'épargne .....	9
<b>Section 2: Les déterminants de l'épargne des ménages</b> .....	<b>11</b>
I.1.6 Les déterminants liés au revenu: .....	11
I.1.6.1 Le revenu courant de Keynes: .....	11
I.1.6.2 Le revenu permanent de Friedman: .....	11
I.1.6.3 Le revenu relatif de Duesembery .....	12

I.1.6.4	Le cycle de vie de Modigliani .....	12
I.1.7	Les variables monétaires .....	14
I.1.7.1	Le taux d'intérêt.....	14
I.1.7.2	L'inflation .....	15
I.1.8	Les variables budgétaires .....	16
I.1.8.1	La fiscalité .....	16
I.1.8.2	Les crédits octroyés .....	17
I.1.9	Les variables psychologiques .....	19
<b>Conclusion .....</b>		<b>22</b>
 <b>II. Chapitre 02: l'évolution de l'épargne des ménages et ses déterminants en Algérie ... 23</b>		
<b>Introduction.....</b>		<b>23</b>
 <b>II.1 Section 1: L'épargne des ménages Avant 1990 _____</b>		<b>24</b>
II.1.1	Evolution de l'épargne des ménages avant 1990.....	25
II.1.2	L'évolution du revenu des ménages avant 1990.....	26
II.1.3	Evolution du taux d'inflation avant 1990 .....	27
II.1.4	Evolution du taux d'intérêt créditeur avant 1990.....	27
 <b>II.2 Section 2:l'epargne des ménages de 1990 à 2000 _____</b>		<b>29</b>
II.2.1	L'évolution du revenu des ménages 1990-2000 .....	30
II.2.2	L'évolution du taux d'inflation 1990-2000 .....	30
II.2.3	L'évolution du taux d'intérêt créditeur 1990-2000.....	31
 <b>II.3 Section 3: L'épargne des ménages après 2000 _____</b>		<b>33</b>
II.3.1	L'évolution de l'épargne des ménages de 2000 à 2014 .....	33
II.3.2	L'évolution du revenu des ménages de 2000 à2014.....	34
II.3.3	L'évolution du taux d'inflation de 2000 à 2014.....	35
II.3.4	L'évolution du taux d'intérêt créditeur de 2000 à 2014 .....	36
 <b>Conclusion .....</b>		<b>37</b>
 <b>III. Chapitre 3: Les déterminants de l'épargne des ménages : étude empirique dans la ville d'Akbou..... 38</b>		
<b>Introduction.....</b>		<b>38</b>
 <b>III.1 Section 1: le profil type de l'épargnant : cas des épargnants de la banque BDL d'Akbou _____</b>		<b>39</b>
III.1.1	Analyse des données collectées au niveau de l'agence .....	39
III.1.1.1	Le sexe .....	39

III.1.1.2	L'âge.....	40
III.1.1.3	Situation familiale:.....	41
III.1.1.4	Statut socioprofessionnel:.....	41
<b>III.2 Section 2: déterminants de l'épargne, enquête du terrain auprès des ménages</b>		
<b>épargnants de la ville d'Akbou</b> .....		<b>44</b>
III.2.1	Définition de la population mère. ....	44
III.2.2	Le choix de la méthode de l'échantillonnage.....	44
III.2.2.1	Les déterminants de la taille de l'échantillon .....	45
III.2.2.2	Le test du questionnaire .....	46
III.2.2.3	L'administration du questionnaire .....	46
III.2.3	Premier axe: Variables socioéconomiques et épargne des ménages .....	48
III.2.4	Deuxième axe : Nature du revenu et sources .....	54
III.2.5	Troisième axe : Contraintes et obstacles pour l'épargne.....	62
<b>Conclusion (Interprétation des principaux résultats) .....</b>		<b>68</b>
<b>Conclusion générale.....</b>		<b>70</b>
<b>Bibliographie .....</b>		<b>73</b>
<b>Les Annexes.....</b>		<b>75</b>

## Liste des abréviations

$c_o$	Consommation autonome
C	Consommation
PMC	Propension moyenne à consommer
Pmc	Propension marginale à consommer
Y	Revenu
CT	Court terme
LT	Long terme
S	Epargne
PME	Petites et Moyennes d'Entreprises
BDL	Banque de Développement Local
CPA	Crédit Populaire d'Algérie
BNA	Banque National d'Algérie
DAT	Dépôts à terme
BADR	Banque Algérienne de Développement Durable
CNEP	Caisse National d'Epargne Populaire
OPDL	Opération de Placement à Durée Limitée
PAS	Programme d'ajustement structurel
ONS	Office national des statistiques
SICAV	Société d'investissement de capital variable
LMC	La loi sur la monnaie et le crédit



# **Introduction Générale**

## Introduction Générale

Dans une économie de marché, les différents acteurs économiques opèrent des choix qui reposent largement sur la confiance en l'avenir, c'est-à-dire en fonction d'un environnement économique, social et politique. C'est le cas particulièrement de l'épargne qui fait partie des facteurs déterminant de dynamique économique d'un pays.

Plusieurs économistes<sup>1</sup> considèrent que la fonction d'épargne revêt un enjeu crucial dans l'analyse économique. L'épargne permettrait d'accroître le potentiel de la consommation future donc le bien être des individus en étant à l'origine de l'investissement. De ce fait, l'épargne génère l'investissement qui est à l'origine d'un accroissement de la production donc de la croissance.

L'épargne est un concept difficile à appréhender. Longtemps considérée comme le résidu entre revenu et consommation. Ainsi, ladite épargne acquies une existence autonome répondant à des déterminants et des motifs propres.

La pensée économique a réuni le sujet de l'épargne et ses déterminants dans plusieurs approches théoriques. Pour l'approche classique, les pionniers de l'épargne dont Adam Smith, David Ricardo et L. Walras pensent que l'épargne est la source principale qui accroît le potentiel de la croissance d'un pays. En revanche, les économistes keynésiens considèrent l'épargne comme un résidu de revenu quand les besoins de consommation sont satisfaits, qui freine plus l'activité économique qu'elle ne l'accélère. Pour Böhm-Bawerk, l'épargne s'analyse comme la renonciation immédiate.

La question des déterminants de l'épargne fait apparaître une différence fondamentale entre l'approche néoclassique et keynésienne des comportements économiques. Pour les économistes néoclassiques, l'épargne est déterminée par le taux d'intérêt réel. Tandis que Keynes, considère que l'épargne dépend uniquement du revenu, le taux d'intérêt ne détermine que la forme de l'épargne.

---

<sup>1</sup>Parmi eux nous citons : Adam Smith, David Ricardo, L. Walras, Friedman (1957), Keynes (1936), Katona (1975), Modigliani (1966-1986), Duesenberry (1949)...etc.

L'épargne des ménages au niveau macroéconomique, représente la part la plus importante parmi les différentes sources de l'épargne<sup>2</sup>. C'est pourquoi nous nous attachons à étudier en particulier dans ce travail l'épargne des ménages ; cas de la ville d'Akbou.

L'objet essentiel de ce travail consiste à élaborer une étude sur les déterminants de l'épargne des ménages dans cette région, dans le but d'analyser les différents facteurs déterminants du comportement de l'épargnant. Autrement dit, nous allons tenter de confronter la réalité de l'épargnant algérien aux différentes explications avancées par la théorie économique.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la problématique de notre travail qui consiste en : qu'en est-il des déterminants de l'épargne des ménages en Algérie, largement discutés par les différentes théories?

Le problème ainsi posé, nous amène à approfondir notre recherche tout en essayant de répondre aux questions secondaires suivantes:

- Le comportement de l'épargnant (ménage) algérien correspond-t-il aux explications fournies par la théorie économique?
- Par quoi est caractérisé le profil type de l'épargnant de notre cas d'étude?
- Existents-ils d'autres déterminants de l'épargne des ménages d'après enquête?

Après avoir réalisé des recherches préliminaires, les hypothèses que nous pouvons émettre à l'égard de notre problématique sont les suivantes :

- Le comportement de l'épargnant est influencé par plusieurs facteurs économiques et non économiques.
- Les déterminants non économiques peuvent peser sur la volonté à épargner des agents économiques.

Dans le but d'apporter des éléments de réponse aux questions posées, nous avons opté pour les deux méthodes de recherche suivantes : une approche théorique qui porte sur le cadre conceptuel de l'épargne et ses déterminants et une étude empirique qui consiste en l'étude du profil type de l'épargnant des particuliers en Algérie. Autrement dit, il s'agit d'une analyse de données dans lequel nous avons traité les dossiers des différents épargnants de la banque

---

<sup>2</sup>Les différentes sources de l'épargne sont : celle des ménages, des entreprises et administrations publiques.

d'Akbou BDL, en faisant recours à sa base de données. Afin de consolider et confirmer les résultats déjà obtenus en exploitant cette dernière, nous avons opté pour une étude de terrain qui consiste en un questionnaire adressé aux ménages de la ville d'Akbou, pour mettre en lumière les propos de la première analyse et d'apporter des réponses plus proches de la réalité.

Pour bien mener notre recherche, et suivant la méthodologie retenue, nous avons procédé à la division de notre travail en trois chapitres :

Le premier chapitre s'intitule «l'approche théorique de l'épargne et ses déterminants» sera consacré à la présentation d'une synthèse sur la conception de l'épargne et ses déterminants selon les différentes écoles économiques et nous concentrons à présenter les facteurs qui influencent l'épargne. Le deuxième chapitre s'intitule «l'évolution de l'épargne et ses déterminants en Algérie de 1970 à 2014» s'intéressera à l'évolution de l'épargne des ménages ainsi qu'à ses différents déterminants en Algérie de la période allant de 1970 jusqu'à 2014. Quant au troisième et au dernier chapitre, s'intitulant « les déterminants de l'épargne des ménages : étude empirique dans la ville d'Akbou », il sera consacré au cas pratique. Dans un premier temps, nous allons analyser une base données contenant 347 dossiers d'épargne collectées au niveau de la banque BDL. En deuxième lieu, nous allons analyser les résultats du questionnaire adressé aux ménages.

# **Chapitre I**

---

## **APPROCHE THEORIQUE DE L'EPARGNE ET DE SES DETERMINANTS**

## **Chapitre01: Approche théorique de l'épargne et ses déterminants**

### **Introduction**

L'épargne est une variable économique fondamentale et affecte les dynamiques macroéconomiques, au niveau de l'économie, elle permet de financer l'investissement et d'assurer le maintien et la croissance de la production nationale.

En effet, cette importance pour l'épargne dans l'économie a été reconnue par l'ensemble de la théorie économique. Pour les néoclassiques, l'épargne censée être investie c'est-à-dire qu'elle est l'origine du financement de l'investissement et de la croissance. Pour eux, l'épargne a un effet positif sur la croissance. Elle est une consommation différée dans le temps. L'épargne désigne donc tout comportement de renoncement à une consommation immédiate et ce, dans l'espoir d'obtenir un meilleur rendement futur et par suite une meilleure consommation future.

Mais dans la théorie keynésienne du comportement d'épargne est toute autre, ici, l'épargne provoque une réduction des dépenses de consommation et qu'elle a un effet négatif sur la croissance. Selon cette théorie, l'épargne n'est qu'un résidu du revenu lorsque les besoins de consommations sont satisfaits c'est-à-dire c'est la consommation qui précède l'épargne.

Cependant, l'épargne pose des problèmes de définitions selon plusieurs théories économiques et dans le contexte économique.

Dans ce chapitre, nous allons présenter la notion de l'épargne, les approches théoriques et les différents déterminants qui influencent cet agrégat.

## I.1 Section 1: Généralité sur la notion de l'épargne

Dans le circuit économique, les ménages apparaissent comme détenteurs des facteurs de production (capital et travail) qu'ils mettent à la disposition des entreprises. En contrepartie ils reçoivent une rémunération (salaire, intérêt, dividendes...) qui leur permet d'acheter les biens et services nécessaires pour satisfaire leurs besoins multiples. Généralement, les ménages ne dépensent pas la totalité de leur revenu, mais en épargnent une partie. Ils remplissent donc la fonction d'épargnant. Mais les ménages ne sont pas les seuls agents qui épargnent, c'est aussi les entreprises.

Cette section a pour objectif d'introduire le concept « épargne ». Il s'agit de s'initier à ce concept par une présentation générale sur l'épargne.

### I.1.1 Définitions de l'épargne:

Plusieurs définitions du concept sont proposées par la théorie économique, chacune de ces définitions insiste sur un ou quelque aspect particulier.

- Le dictionnaire d'économie<sup>3</sup>: au sens courant « épargner » consiste à mettre de l'argent de côté, à faire des économies. La notion économique de l'épargne rejoint en partie le sens courant car l'épargne représente la partie de revenu n'est pas destinée à une consommation. L'épargne est donc une renonciation à une satisfaction immédiate au profit d'une satisfaction future.
- Le dictionnaire Larousse<sup>4</sup> : fraction du revenu individuel ou national qui n'est pas affectée à la consommation mais mise en réserve.
- Katona (1975) fut un des premiers à considérer l'épargne comme un acte délibéré des consommateurs pour se protéger des urgences et protéger leur consommation future.
- Keynes définit l'épargne comme: « l'excès de revenu sur la dépense pour la consommation ».<sup>5</sup>
- L'épargne est un flux issu du revenu que produit sur une période donnée le capital, et dont l'emploi est l'accumulation d'actifs qui participe à l'augmentation du capital détenu entre le début et la fin de la période.

---

<sup>3</sup> Jean-Yves CAPUL et Olivier GARNIER « dictionnaire d'économie et de science sociale ». Edition Hatier, Paris 1999

<sup>4</sup> Larousse de poche, 2012, p293.

<sup>5</sup> Gabriel PAULATON, « Revenu et consommation discrétionnaire », Edition Librairie DROZ, Paris 1975, page 36.

Le capital : l'ensemble des actifs à la tête desquels se trouve l'entité économique considérée, capital vient du latin caput qui signifie tête).

Le patrimoine : il est constitué de l'ensemble des flux antérieurs d'épargne réalisés par les ménages.

Les ménages épargnent une partie de leur revenu disponible. Cet effort d'épargne se traduit donc par des flux monétaires qui vont alimenter le patrimoine des ménages et épargner pourrait être une stratégie d'adaptation aux incertitudes futures.

### **I.1.2 Les sources de l'épargne:**

Pour la comptabilité nationale, l'épargne est un flux n'est pas un stock. La mesure de l'épargne des différents agents économiques porte sur les sommes épargnées durant une certaine période et non de leur épargne a un moment donné.

L'explication d'une fonction d'épargne passe par celle des raisons de l'épargne qu'on va avoir dans le premier sous-titre et la nature des épargnants.

On distingue plusieurs sources de l'épargne à savoir les ménages, les entreprises et les administrations publiques.

#### **I.1.2.1 L'épargne des ménages:**

Les ménages disposent d'un revenu appelé revenu disponible. Ils peuvent soit le dépenser pour consommer et acheter des biens et des services pour satisfaire leurs besoins, soit l'épargner. L'épargne des ménages se définit donc comme la partie du revenu disponible qui n'est pas consommée. Ainsi,

- L'épargne sert, tout d'abord, à acheter des logements pour les ménages ordinaires et des biens d'équipement pour les entrepreneurs individuels. Par exemple, en France, Ces investissements immobiliers représentent, en 2009, 8% de revenu disponible des ménages ordinaire alors que les investissements des entrepreneurs individuels n'en représentent que 2%.
- L'épargne sert ensuite, à acheter des titres financiers (actions, obligations, SICAV...) ou à être placés dans des livrets et des comptes d'épargne qui rapportent des intérêts. Par exemple, en France, Ces placements représentent en 2009 près de 7% du revenu disponible.
- L'épargne enfin, thésaurisée c'est-à-dire conservée sous forme de monnaie en pièces, en billets et en compte courant bancaire.

L'épargne des ménages peut prendre différentes formes qui répondront à différents déterminants. On distingue l'épargne financière et non financière qui seront détaillés après.



### **I.1.2.2 L'épargne des entreprises**

L'épargne brute des entreprises correspond à leur capacité d'autofinancement, c'est-à-dire la part de leur bénéfice net après impôt à laquelle s'ajoute l'amortissement (sommes mises de côté pour reconstituer le capital technique<sup>6</sup>).

**Epargne brute des entreprises =autofinancement= amortissement+ bénéfices non distribués**

A la différence de l'ensemble des ménages, les entreprises ont un besoin de financement puisque l'épargne qu'elles dégagent est insuffisante pour couvrir leurs dépenses d'investissement, c'est pour cela qu'elles empruntent la capacité de financement placée par les ménages dans le système financier.

### **I.1.2.3 L'épargne publique**

L'épargne publique est une épargne constituée par l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement et les entités décentralisées. Elle est constituée de l'épargne budgétaire qui résulte de tout surplus des recettes publiques sur la consommation publiques; laquelle se définit comme les dépenses gouvernementales courantes auxquelles s'ajoutent les dépenses d'investissements en équipement militaire (Malcolm G, 1990).

Dans le cas contraire ou il y a un déficit budgétaire, l'Etat désépargne ou encore emprunte l'épargne privée. Au cas où l'épargne privée ne parvient pas à financer le déficit budgétaire, l'Etat recourt à l'épargne étrangère.

## **I.1.3 La typologie de l'épargne des ménages:**

### **I.1.3.1 L'épargne forcée et sociale**

C'est une forme d'épargne qu'on est obligé de conserver d'une manière obligatoire soit suite aux exigences des pouvoirs publics, soit suite à celles de l'organisation dont on gère ou dont on participe à la gestion, soit encore aux exigences de l'économie (Kibalonza, 2006).

---

<sup>6</sup> - Yve et Olivier Garnier (1997), Op, cit. p 178.

Elle prend trois formes qui sont:

- L'épargne forcée étatique (impôts, taxes, ...) qui permet à l'Etat de financer ses propres besoins et ceux de l'économie;
- L'épargne forcée sociétaire (autofinancement): qui est une épargne constituée par une organisation en vue de financer ses besoins d'investissement ou de rembourser ses dettes;
- L'épargne forcée monétaire qui désigne le fait que la hausse de prix (inflation) provoque forcément une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, donc réduit leur demande, exactement comme le ferai un comportement d'épargne;

### **I.1.3.2 L'épargne libre et individuelle**

L'épargne libre et individuelle est expliquée par la comparaison que l'on fait entre les besoins présents et les besoins futurs et entre les satisfactions que l'on peut trouver aujourd'hui avec une somme donnée. Celle-ci est subdivisée en deux catégories qui sont l'épargne spontanée ou volontaire et l'épargne contractuelle.

- L'épargne spontanée qui est celle qui résulte du libre comportement des agents. Elle découle soit d'un calcul économique soit d'un excédent involontaire du revenu sur la consommation.
- L'épargne contractuelle qui est une modalité de l'épargne dans laquelle l'agent économique s'engage par contrat à fournir un effort d'épargne d'un montant donné sur une certaine période.

### **I.1.4 Les formes de l'épargne**

Les sommes épargnées sont employées de différentes façons qui combinent dans des proportions variables les avantages de la liquidité, de la sécurité et de la rentabilité. L'épargne peut prendre différentes formes: elle peut être financière ou non-financière.

### **I.1.4.1 L'épargne financière**

Elle comprend :

- les liquidités monétaires « inactives » (qui ne rapportent rien) : c'est la *thésaurisation* sous forme de « tirelire » ou « bas de laine » d'autrefois, le plus souvent maintenant, les sommes déposées sur des comptes courants bancaires ou postaux ;
- l'épargne liquide, c'est-à-dire l'argent placé à terme comme les livrets d'épargne bancaires (comptes spéciaux d'épargne, comptes d'épargne logement, le plus utilisé restant les livrets des caisses d'épargne ou les comptes épargnes des banques. Tous ces comptes sont rémunérés selon les taux d'intérêt en vigueur ;
- les titres (actions et obligations) achetés sur le marché financier ou bien encore les SICAV (sociétés d'investissement à capital variable) ;
- la souscription de contrat d'assurance-vie auprès des compagnies d'assurances.

### **I.1.4.2 L'épargne non financière ou investie:**

Elle comprend les achats de logements, maisons individuelles pour les ménages, et les achats de biens de production pour les entreprises individuelles. Les achats effectués sont ici considérés comme des investissements et non des consommations. Ces investissements nécessitent des sommes importantes au moment de l'acquisition qui doivent être amorties sur plusieurs années (exemple : le remboursement d'un crédit logement peut s'étaler sur 10 à 20 ans, parfois même plus). On peut distinguer aussi :

- *l'épargne volontaire*, qui est soumise à une décision autonome de l'agent, déterminée par ses motivations propres.
- *l'épargne forcée* correspond à des mécanismes économiques qui réduisent le revenu disponible à la consommation des ménages. Elle se présente sous deux formes : l'épargne forcée fiscale et l'épargne forcée monétaire (inflation).

### **I.1.5 Les motifs d'épargne**

Selon le psychologue économique Katona (1975), l'épargne est fonction de deux ensembles de facteurs :

- la capacité et la possibilité d'épargner, soit le facteur économique: le revenu résiduel après les dépenses. Les personnes avec un revenu élevé (suffisant) sont plus en mesure d'épargner que les personnes avec un revenu faible (insuffisant) ;
- la volonté d'épargner, soit le facteur psychologique : la motivation à épargner.

En combinant les raisons d'épargner de Keynes (1936) et Katona (1975), les six motifs d'épargne suivants peuvent être distingués :

**1. le motif de transaction:** l'épargne pour répondre à un objectif, épargner pour une dépense future importante telle qu'une maison, une voiture ou un voyage ;

**2. le motif de précaution 1 :** l'épargne tampon, l'incertitude quant à l'avenir et la couverture contre une perte de revenu futur inattendue ou de larges dépenses ;

**3. le motif de précaution 2 :** épargner pour distribuer le revenu au fil du temps, afin d'assurer un niveau constant de consommation. C'est particulièrement pertinent pour les personnes à revenu variable, comme les entrepreneurs ;

**4. le motif d'avenir:** l'épargne pour la vieillesse, la retraite, dans le cadre d'un plan de retraite

**5. le motif du legs:** épargné pour les enfants et les petits-enfants ;

**6. le motif de spéculation:** épargner pour accroître sa richesse, par exemple en investissant dans le logement ou dans des actions.

Deux types d'épargne de précaution sont distingués : l'épargne tampon et la distribution du revenu dans le temps. Avec l'épargne tampon, une somme d'argent est économisée pour couvrir les dépenses imprévues. La souscription d'une assurance rentre également dans cette perspective de précaution.

Cependant, toutes les pertes potentielles ne peuvent pas être assurées. En période de récession avec un faible niveau de confiance des consommateurs, l'épargne de précaution va augmenter, car les gens sont incertains et pessimistes (indice de confiance faible) sur leur futur et peuvent s'attendre à une baisse de revenu, des taxes plus élevées et/ou une perte d'emploi.

L'étalement des richesses dans le temps n'est pas réalisé comme un tampon, mais peut assurer un niveau de consommation stable et lisse. Durant les années « fastes », les gens épargnent une partie de leur revenu pour les années « maigres » à venir.

Le motif de spéculation n'est pas seulement lié à l'épargne, mais consiste principalement à investir de l'argent dans des actions et de l'immobilier afin d'accroître sa richesse. Le taux de rendement de l'investissement est généralement plus élevé que le taux d'intérêt des comptes d'épargne, en particulier pour une longue période d'investissement (15 à 20 ans).

## **Section 2: Les déterminants de l'épargne des ménages**

Dans cette section, nous allons essayer d'identifier les facteurs qui influencent le comportement d'épargne chez les ménages. Ces facteurs peuvent être liés soit aux instruments de politique économique c'est-à-dire les variables monétaires (le taux d'intérêt et l'inflation) et les variables budgétaires (la fiscalité et les crédits octroyés aux ménages).

### **I.1.6 Les déterminants liés au revenu:**

Afin de déterminer le partage du revenu entre consommation et épargne, différentes théories sont élaborées par certains auteurs à savoir: Keynes, Friedman, Duesenberry et Modigliani.

#### **I.1.6.1 Le revenu courant de Keynes<sup>7</sup>:**

Le premier débat sur les déterminants de l'arbitrage consommation épargne a été lancé par Keynes, en affirmant que le niveau de chacun est déterminé par le revenu courant. Pour lui, la consommation est directement et immédiatement reliée au revenu des ménages dont elle suit les fluctuations à court terme. La fonction généralement retenue comprend une consommation incompressible  $C_0$  et une propension marginale à consommer  $c$  positive et inférieure à 1 qui diminue quand le revenu augmente. En d'autres termes, la consommation s'accroît quand le revenu progresse, mais dans une moindre mesure, car l'individu consacre une partie de sa richesse nouvelle à l'épargne. Cette affectation du revenu à l'épargne est d'autant plus forte que le revenu est lui-même important et que les besoins immédiats de la consommation ont été satisfaits.

Mais cette théorie a été remise en cause par Friedman avec son hypothèse de revenu permanent.

#### **I.1.6.2 Le revenu permanent de Friedman:**

C'est une théorie de Milton Friedman<sup>8</sup>, élaborée en 1957, la période où la doctrine keynésienne est dominante, dans sa forme la plus simple, la théorie stipule que les choix effectués par les consommateurs sont dictés non par leur revenu effectif actuel, mais par leur estimation de revenu futur, pour la même occasion, Friedman introduit en économie la notion de revenu et consommation permanente (la différence entre le revenu permanent et le revenu courant appelé revenu transitoire).

---

<sup>7</sup> Bodin Louis: «précis d'histoire des doctrines»; édition: Domamanchesterien; Paris 1947

<sup>8</sup> Tacheix, Thierry: «l'essentiel de la macro-économie» 4<sup>ème</sup> édition «Galion», France 2008, p.47, 48 édition

En effet, ceux-ci conduisent à considérer le revenu permanent(disponible) au cours de la vie comme un déterminant de la consommation et de l'épargne , Friedman, dans son hypothèse du revenu permanent postule que l'objectif du ménage est de maintenir un sentir de consommation parfaitement stable répartissant les ressources acquises au cours de sa vie de façon égale entre chaque période de sa vie, pour Milton Friedman, l'épargne ne dépend pas du revenu courant mais du revenu permanent, entendu comme le revenu dont l'agent peut disposer à chaque période de sa vie, ainsi la part consommée par le ménage dans chaque période est égale à son revenu permanent, de ce fait, le ménage n'épargne que son revenu aléatoire ou transitoire (les primes par exemple ).

Duesenberry de son coter a renouvelé ses deux points de vu, celui de Keynes et de Friedman, et montre que la fonction de l'épargne des ménages est expliquée par leur revenu relatif.

### **I.1.6.3 Le revenu relatif de Duesenberry<sup>9</sup>**

La notion de revenu relatif, élaborée par Duesenberry, apporte une autre explication, sans remettre en cause la fonction de consommation keynésienne. Cette approche postule que la propension à consommer d'un ménage dépend non seulement de son revenu, mais également d'un effet de démonstration exercée par les ménages des catégories supérieurs, qui pousse vers le haut la consommation de ceux des catégories inférieures. Ces derniers auront une propension à consommer plus forte que celle des ménages des catégories supérieures parce qu'ils chercheront à imiter la consommation de ceux ayant un niveau de vie supérieure (effet d'imitation).

Et on trouve en fin Modigliani, qui pense que le cycle par le quel passent les agents économiques pendant la période de leurs vie explique mieux la fonction de l'épargne

### **I.1.6.4 Le cycle de vie de Modigliani<sup>10</sup>**

Selon Ando et Modigliani, les ménages épargnent en fonction de leur cycle de vie cette théorie tend à démontrer qu'un ménage, emprunte lorsqu'il est jeune, épargne durant sa vie active et désépargne à la retraite.

---

<sup>9</sup> Jean-Pierre testenoir, « le revenu des ménages et son utilisation: consommation et épargne »,Cerpeg, février 2006

<sup>10</sup>Tacheix, Thierry: «l'essentiel de la macro-économique »,4<sup>eme</sup> «Galion », France 2008p47, 48 édition

Selon cette approche, les individus lissent leur consommation dans le temps en prenant en compte les variations anticipées de leurs ressources, induites par le niveau d'instruction et l'âge, dans une population donnée on trouve trois phases:

➤ **La jeunesse:**

Les jeunes épargneront relativement peu, car ils anticipent des augmentations de leurs revenus futurs.

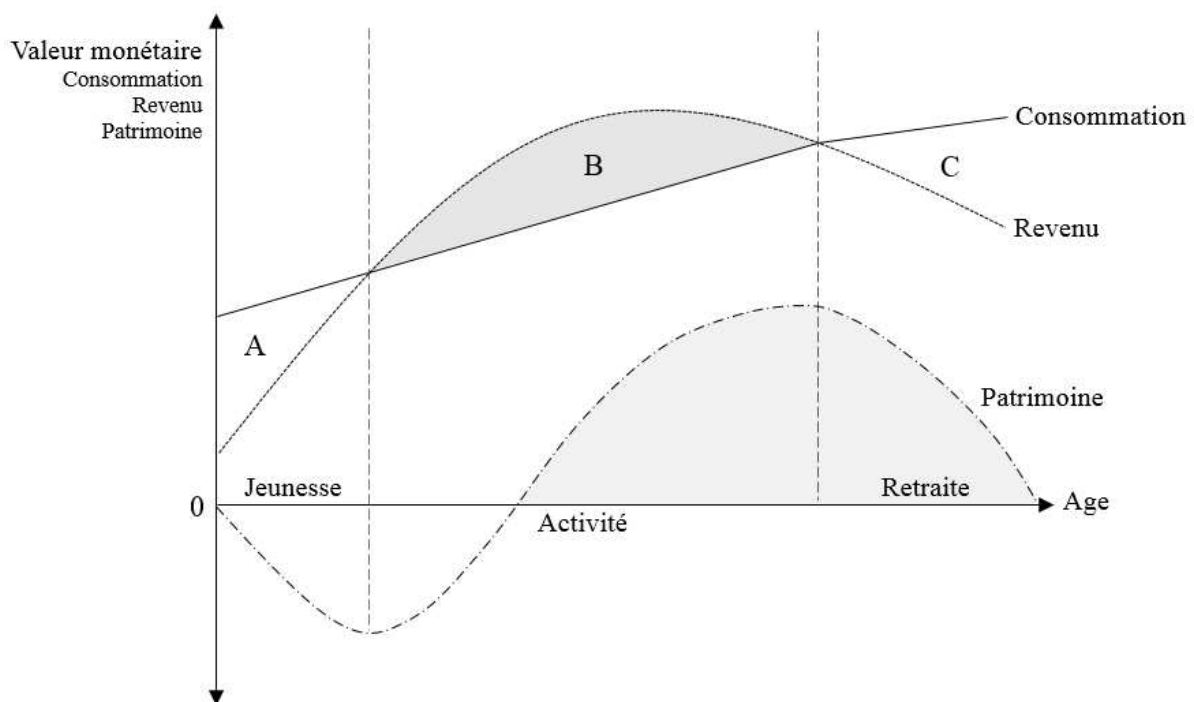
➤ **La vie active:**

Les individus d'âge intermédiaire, qui approche le niveau maximum de leurs revenus, sont ceux qui ont tendance à épargner le plus par anticipation des revenus relativement faibles qu'ils auront après leur retraite.

➤ **Les retraités:**

Portent les agents économiques âgé (les vieux), consomment grasse a leur patrimoine, leur consommation peut dépendre du taux d'intérêt.

**Figure 1: cycle de vie de Modigliani**



Source: YOUMBI pierre Alain,» les déterminants de l'épargne des ménages au Cameroun «, DESS en Gestion Financière et Bancaire, université de Douala, 2003, p 25.

Le premier agirait par l'arbitrage entre consommation courante et futur à la suite d'une variation des taux d'intérêt, et le second par la modification du revenu en rapport avec celle du taux d'intérêt (modèle du cycle de vie).

Les économistes n'ont pas considéré le revenu comme seule variable explicative de la fonction de l'épargne car il existe plusieurs types de variable incitative ou répulsive de l'épargne par exemples les variables monétaires.

### **I.1.7 Les variables monétaires**

Les économistes ont longtemps considéré que la consommation et l'épargne dépendaient du taux d'intérêt et du niveau général des prix.

L'action des taux d'intérêt est à l'origine de deux effets: l'effet de substitution et l'effet de revenu.

L'inflation quant à elle est à l'origine d'abord, de l'effet de fuite devant la monnaie, en suite du phénomène de reconstitution des encaisses réelles et enfin l'illusion monétaire.

#### **I.1.7.1 Le taux d'intérêt.**

L'action des taux d'intérêt est à l'origine d'une controverse entre les partisans des taux élevés (classique et néoclassiques) et des taux faibles (keynésiens), entre ceux qui lui accordent une importance capitale et ceux qui ne reconnaissent aucun rôle à une politique de l'épargne. La réaction de l'épargne au taux d'intérêt est difficile à déterminer. L'effet de substitution montre qu'une hausse des taux peut au contraire déprimer l'épargne.

Pour Keynes<sup>11</sup>, le taux d'intérêt n'a pas d'importance et il n'est pas pris en compte dans les décisions de ceux qui veulent se constituer un pécule au moyen de l'épargne et que l'intérêt est une grandeur purement financière. Il conteste l'idée selon laquelle le taux d'intérêt soit une variable qui ajuste l'offre d'épargne et la demande des capitaux par les investisseurs. Il relie la notion de taux d'intérêt à celle de préférence pour la liquidité. Le taux d'intérêt est le prix qui équilibre le désir de détenir la richesse sous forme de monnaie et la quantité de monnaie disponible. De ce fait, si le taux d'intérêt est moins élevé, le montant global de la monnaie que le public désire conserver est supérieur à la quantité offerte. Si au contraire, le taux est

---

<sup>11</sup>Youmbi pierre Alain, « les déterminants de l'épargne des ménages au Cameroun », DESS en gestion financière et bancaire, université de douala, 2003



majoré, il y'a un excédent que personne ne voudra conserver; Keynes pense alors que le taux d'épargne n'est pas déterminé par le taux d'intérêt mais par le revenu courant.

➤ **Le schéma keynésien**

Offre de monnaie  $\Rightarrow$  taux d'intérêt  $\Rightarrow$  demande de monnaie préférence pour la liquidité

Selon les auteurs classique, la prévision à épargner (épargne / revenu) est une fonction croissante du taux d'intérêt: un fort taux d'intérêt, correspondant à une forte rémunération de l'épargne, incite à diminuer sa consommation présente au profit de l'épargne, selon un effet de substitution.

➤ **Le schéma classique**

Demande de monnaie  $\Rightarrow$  offre de monnaie  $\Rightarrow$  taux d'intérêt

En fait, la réaction de l'épargne au taux d'intérêt est difficile à déterminer. Si la consommation présente et les consommations futures sont fortement substituables, l'effet de substitution sera fort et l'emportera sur l'effet de revenu. En revanche si la consommation future est ressentie comme complémentaire de la consommation présente, l'effet de revenu l'emportera sur un effet de substitution faible.

### **I.1.7.2 L'inflation**

L'inflation par le prix est définie comme une augmentation continue et soutenue du niveau de l'ensemble des prix. Pour le ménage, l'inflation agit sur ses placements (remboursement de l'épargne en monnaie dépréciée, taux de rentabilité inférieur au taux d'inflation). L'effet négatif de l'inflation se fait donc sentir sur son pouvoir d'achat. Son effet est variable selon les pays. Un taux d'inflation acceptable dans un pays, peut constituer dans un autre traumatisme économique.

En ce qui concerne l'inflation, la théorie fournit des indications contradictoires. Une augmentation de l'inflation peut conduire à une diminution de l'épargne sous l'effet Pigou de

(fuit devant la monnaie) qui pousse les ménages à anticiper leur dépenses pour échapper l'augmentation futur des prix, comme elle peut conduire à un croisement sous l'effet Keynes de (reconstitution des encaisses réelles) ou les ménages sont contraints à épargner plus pour conserver la valeur réelle de leur patrimoine. Ajoutés à ces deux effets de l'inflation, le phénomène de l'illusion monétaire qui consiste à confondre une variation du taux nominal (exprimé en qualité de monnaie courante) avec une variation du taux réel (exprimé à prix constants ou en pouvoir d'achat) et à mal distinguer les évolutions de prix relatifs et prix absolus. C'est le cas des ménages qui sont victimes de phénomène lorsqu'ils se croient plus riche sous prétexte que leur revenu nominal a augmenté alors que les prix ont augmenté dans les mêmes proportions.

### **I.1.8 Les variables budgétaires**

Nous allons tour à tour aborder l'influence de la fiscalité et du crédit sur la construction de l'épargne des ménages.

#### **I.1.8.1 La fiscalité**

La fiscalité de l'épargne est un véritable moyen de politique économique. Les réalités économique et sociales des Etats ne sont forcément les mêmes, il ne résulte une forte disparité entre les régimes d'imposition prévus dans les différents systèmes.

Les impôts peuvent être classés en trois catégories: impôts sur le revenu du travail, impôts sur le revenu du capital et impôts sur la consommation.

Dans la théorie, les effets d'un impôt sur le revenu du travail et ceux d'un impôt sur la consommation sont équivalents du point de vue des manages: tous les deux réduisent la valeur des ressources disponibles, par conséquent la consommation et l'épargne.

Dans la pensée classique; pour Ricardo, l'impôt sur les revenus de ménages doit être doux, juste et suffisant pour stimuler l'offre. Plusieurs autres développements théoriques agissent en faveur d'une fiscalité neutre, stable et équitable afin qu'elle constitue le support efficace à l'épargne des ménages.

En ce qui concerne Keynes, il pense qu'un alourdissement de la fiscalité sur les revenus du capital, compensé par un allègement de la fiscalité sur les revenu du travail aura pour effet de décourage l'épargne privée disponible pour l'investissement et augmenter la proportion à consommer. Il construit son analyse au regard de la politique fiscale britannique d'après la

guerre dont l'objectif était de modifier la répartition du revenu national en faveur des salaires et aux pertes des revenus du capital. Les titulaires des revenus du travail ont une propension marginale à consommer plus forte que les titulaires des revenus du capital.

### I.1.8.2 Les crédits octroyés

Selon D.B Argyle<sup>12</sup> en 1985, « considérer l'acte d'épargne sans prendre en considération l'acte de prêt, c'est comme regarder une roue de bicyclette ». Le crédit est souvent la cause et la conséquence de l'acte d'épargne. Ainsi, le ménage épargne dans l'optique d'obtenir un crédit. Après la mise en place du crédit, il doit épargner pour se désendetter. L'existence des facilités d'obtention du crédit va ainsi déterminer le comportement d'épargne de certains ménages.

Selon la littérature sur les motivations de l'épargne, le ménage fait recours au crédit pour multiples raisons, préparer un évènement (funérailles, mariage, voyage,...), acquérir un terrain construire un logement, réaliser un investissement productif (entrepreneur, individuel ...etc.) mais, comme son revenu courant ne leur permet pas de réaliser son projet plus tard et emprunter immédiatement et rembourser plus tard.

Dans une stratégie de démocratisation du crédit, deux approches ont été développées:

- L'approche «**épargne d'abord**» le crédit est vu sous l'angle de la mobilisation et de transfert de l'épargne ou encore de renonciation à une consommation immédiate. On parlera alors d'épargne sacrifice qui est l'étape à franchir pour prétendre à un crédit.
- L'approche «**crédit d'abord**», il est supposé que les ménages défavorisés n'ont pas suffisamment de ressources qui leur permettant de dégager une épargne. Ainsi, la mise à leur disposition des crédits leur donnera la possibilité de mener des activités économiques et de dégager des surplus qui leur permettent de rembourser le crédit et l'épargner ultérieurement. Ceci a été la démarche proposée par certains programmes de crédits ou institution de développement. Du fait de l'octroi des crédits, on anticipe que les fonds ainsi créés conduiront à engager un processus productif dont les résultats permettront ultérieurement de dégager une épargne qui assurera le remboursement du crédit. Il y a ici épargne anticipée.

---

<sup>12</sup>Lenoir a rapport de synthèse du colloque de Yamoussoukro sur l'épargne et sa collecte en Afrique, paris, la bonne banque éditeur, 1988.page 196

Nous remarquons on principe, que les deux approche ont un point commun qu'elles suscitent (constitution de l'épargne) ou nécessitent (remboursement d'emprunt) une épargne. Les fiscalistes d'accès au crédit ont une influence certaine sur la propension à épargne des ménages. Plus il sera facile d'obtenir un crédit, plus un supplément d'épargne sera nécessaire et vice versa.

Dans le tableau présenter si de sus, on trouve une présentation simplifier de ce qu'il a été présenté présidaient.

**Tableau 1: récapitulatif des déterminants de l'épargne**

Variable	Indicateurs	Propriétés
Le revenu	Courant (KEYNES)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <math>C = c_0 + cY</math></li> <li>- <math>0 &lt; PMC &lt; 1</math></li> </ul> Stabilité de la fonction de consommation à court ( $C=Y$ ).
	Relatif (Duesemberry)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Effet de démonstration exerce par les ménages des catégories supérieures;</li> <li>-effet d'imitation exerce par les ménages des catégories inférieures.</li> </ul>
	Permanent (Friedman)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-le revenu courant a deux composantes: transitoire et permanent.</li> <li>-A CT, une augmentation Y est assimilée à une augmentation du revenu transitoire;</li> <li>-A LT, une augmentation de Y est assimilée à une augmentation du revenu permanent.</li> </ul> $PMC_{\text{court terme}} < PMC_{\text{long terme}}$
	Patrimonial accumulé pendant le cycle de vie (Modigliani)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-les ménages consomment et épargnent en fonction de leur vie</li> <li>-l'individu connaît avec certitude la date de sa retraite (désépargne) et ne se préoccupe pas de ses héritiers (<math>Y=C</math>)</li> </ul> Stabilité de la fonction de consommation

<b>Le taux d'intérêt</b>	Les classiques Les keynésiens	-effet de substitution : une hausse du taux d'intérêt stimule l'épargne. -effet de revenu: une hausse du taux d'intérêt déprime l'épargne -effet de richesse accroît l'épargne.
<b>Inflation</b>	-niveau générale des prix à la consommation -rendement des actifs	-effet de fuite devant la monnaie: une hausse des prix entraîne une baisse des taux d'épargne Effet de reconstitution des encaisses réelles (effet de Pigou): une hausse des prix entraîne une hausse de l'épargne -l'illusion monétaire sur les prix relatifs tend à accroître l'épargne -l'illusion monétaire sur les revenus tend à abaisser l'épargne
<b>La fiscalité</b>	Revenu du travail Revenu du capital Consommation	-la fiscalité sur les revenus du capital a deux effets sur l'épargne: -effet de substitution qui déprime l'épargne; -effet revenu qui stimule l'épargne.
<b>Le crédit</b>	-à la consommation -à l'investissement	-épargne crédit -crédit épargne

Source: Idir.Y, Harizi, N, Kehoul.K,» les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie «promotion 2007/2008, page 54-55.

### I.1.9 Les variables psychologiques

Parmi les indicateurs de la confiance, nous avons retenu la notoriété et la réputation de l'institution, la simplicité et la souplesse des procédures d'exploitation, la proximité, la sécurité, la liquidité et la discrétion que la plupart des ménages ont à leur égard.

La confiance s'impose comme condition essentielle entre les ménages et les institutions financière de collecte de l'épargne. Ces dernières travaillent à évacuer l'attitude de méfiance ou l'hostilité que la plupart des ménages ont à leur égard.

Les éléments constitutifs de la confiance sont:<sup>13</sup>

- La croyance en l'autre et le respect des obligations réciproque;
- La légitimité des règles du jeu et l'existence des éléments de preuve de contrat implicite ou explicite passé (document écrits, témoins, gages...);
- Un savoir minimum commun sur les relations entre ceux qui sont impliqués.

On distingue deux facteurs qui font partie de la confiance

- ❖ **La proximité:** fait partie des facteurs de confiance, proximité est une notion large qui rapproche le prêteur et l'emprunteur, l'épargnant et le collecteur,

Eddy Bloy et célestin Mayoukou<sup>14</sup> (1994) distingue trois composantes de la proximité

- **la proximité culturelle:** c'est le partage des habitudes identiques, la connaissance de la culture de son partenaire. Elle permet de mesurer l'importance qu'accorde le prêteur ou l'emprunteur aux traditions, aux coutumes et aux habitudes dans les transactions financières;
- **la proximité spatiale:** elle renvoie non seulement à un rapprochement spatial entre prêteur et emprunteur mais aussi au droit de regard que devrait exercer l'épargnant sur la banque.

Cette proximité spatiale permet de connaître les besoins de l'épargnant et finalement d'internaliser l'information;

- **La proximité relationnelle:** évoque une sorte de partenariat entre les parties prenantes. Elle implique l'existence des relations personnalisées, la circulation de l'information et la construction d'un capital de confiance réciproque. La proximité relationnelle tend à composer l'éloignement physique

<sup>13</sup>Servet Jean Michel : »la confiance, un facteur décisif de la mobilisation de l'épargne « , Ed paris AUPELEF-UREF, 1994 ; page 28.

<sup>14</sup>Pierre Alain Youmbi, « les déterminants de l'épargne des ménages au Cameroun », DESS en gestion financière et bancaire, université de Douala, 2003

- ❖ **La sécurité** est incontournable dans l'échelle de construction de la confiance. elle repose sur trois conditions: le lieu matériel ,l'implantation et l' apparence physique ,la qualité du personnel en place et la sécurité financière à travers la valeur de remboursement ou de liquidation du titre acheté qui doit être au mieux égale à sa valeur d'origine ou à sa valeur d'acquisition . <sup>15</sup>

Elle peut être aussi sentie à travers la possibilité d'épargne à chaque occasion d'épargner qui se présente et de retirer son argent dès qu'un besoin se manifeste.

Enfin, la propension à épargner dépend aussi de l'adaptation entre les motivations à l'épargne et les caractéristiques des produits proposés par les institutions financières. Une offre de produits financiers plus large et plus sophistiquée permet aux ménages de mieux gérer leur portefeuille d'investissement, de mieux diversifier le risque associé à leur placement. Ces produits doivent s'insérer dans les réalités et les contraintes de l'environnement traditionnel, culturel, social et économique.

### **La diversification de l'offre en produits d'épargne**

La diversification de l'offre des produits de mobilisation de l'épargne est au cœur même des motifs keynésiens de demande de la monnaie et des motivations à l'épargne. Une offre de produits financiers plus large et plus sophistiquée permet aux ménages de mieux gérer leur portefeuille d'investissement, de mieux diversifier le risque qu'ils courent et de rechercher le meilleur rendement pour le risque associée à leur placement.

Une diversification intégrant les motifs de demande de monnaie (motifs de précaution, de spéculation et de transaction), les motivations à l'épargne (précaution, projet à réaliser, rendement) et une innovation financière débouchant sur l'offre d'actifs financier adéquats en quantité pour faire face à l'insuffisance des outils de mobilisation et en qualité pour satisfaire les besoins exprimés, encouragent l'épargne des ménages.

---

<sup>15</sup>TAILLEFER Bernard: "l'épargne en milieu rural in l'épargne et sa collecte en Afrique. Paris, revue banque. Ed, 1988.page 48-49

## **Conclusion**

Le comportement d'épargne est l'une des composantes importantes de l'économie et d'après la littérature économique théorique, on a constaté que certains variables contribuent dans la fluctuation de l'épargne comme le revenu disponible, l'inflation et le taux d'intérêt et le comportement d'épargne est mesurable et variable dans le temps et l'espace. On peut dégager comme résultat:

En grande partie, ce sont les fluctuations du revenu disponible des ménages qui affectent celles de l'épargne car ce dernier évolue dans le même sens que la croissance du revenu disponible des ménages.

Pour l'inflation, elle pourrait affecter l'épargne de plusieurs façons: soit à la baisse ou à la hausse selon l'effet fuite devant la monnaie et reconstitution des encaisses réelles ainsi que l'effet de l'illusion monétaire dont les ménages sont victimes. Donc, l'impact de l'inflation sur l'épargne peut varier dans le temps.

Pour le taux d'intérêt, un taux d'intérêt élevé peut amener ou non un niveau d'épargne plus élevé. Tout dépend si c'est l'effet de substitution qui domine ou celui de revenu.



## **Chapitre II**

---

### **ANALYSE DE L'EVOLUTION DE L'EPARGNE DES MENAGES EN ALGERIE**

## Chapitre 02: l'évolution de l'épargne des ménages et ses déterminants en Algérie

### Introduction

Plusieurs facteurs internes et externes économiques et politiques ont joué un rôle déterminant dans l'évolution et les ruptures de l'économie algérienne plus précisément ils ont une forte influence sur l'évolution des variables relatives à l'épargne et ses déterminants, notamment les évènements touchant aux hydrocarbures, aussi d'autres périodisation sont-elles possibles. Au cours de la période d'étude compris de 1970 à 2014. On peut citer par exemple:

- Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 et le contre choc de 1986 où l'économie algérienne est une économie socialiste, planification centralisée.
- Le rééchelonnement de dettes extérieures;
- Les réformes (libéralisation économique et politique) 1990;
- Ajustement structurel 1993/94- 1999;
- La hausse des salaires de la fonction publique;
- La chute des prix du baril du pétrole: en 2011, ces prix étaient de 112,949 dollar, ils ont baissé à 100,234 dollar en 2014.

Ce chapitre sera réparti en trois sections selon les périodes, car l'économie algérienne est passée par trois grandes périodes dans lesquelles l'épargne a évolué d'une manière différemment et ses périodes sont:

- Avant 1990 (période où l'économie algérienne est peu qualifiée et administrée);
- De 1990 à 2000 (périodes des grandes réformes);
- De 2000 à 2014 (périodes d'aisance financière).

## II.1 Section 1: L'épargne des ménages Avant 1990

Dans cette section nous allons voir l'évolution de l'épargne des ménages durant la période d'avant 1990 qui est caractérisée par une économie peu quantifiée, un niveau de développement faible, à cause de la sortie de la guerre, le choc et contre choc pétrolier et une économie administrée

- **Epargne des ménages de 1970 à 2014**

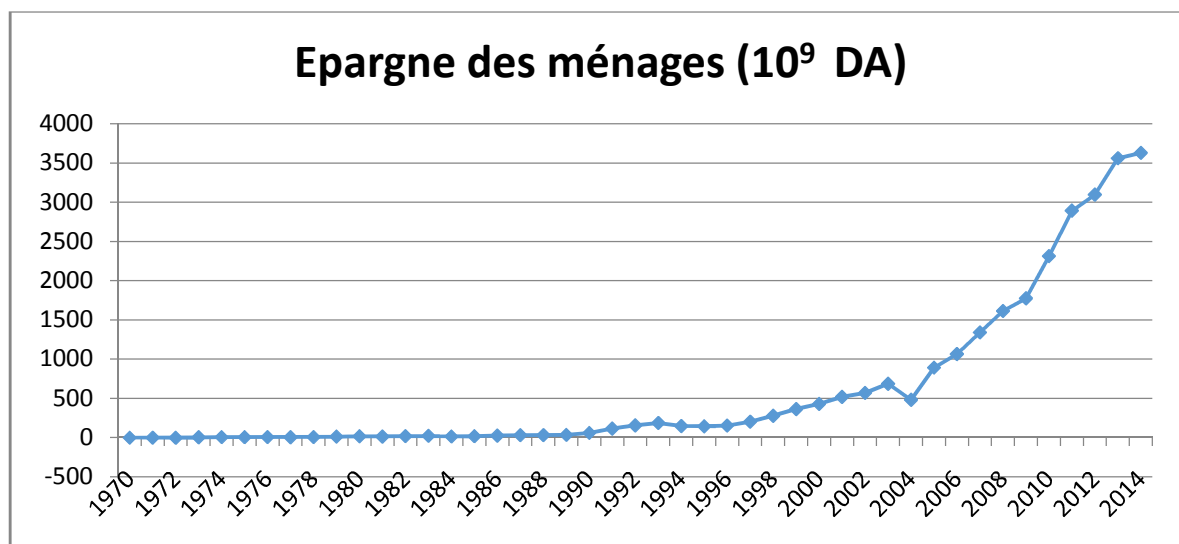
Avant d'entamer l'étude de la période avant 1990, nous allons présenter une esquisse sur l'évolution de l'épargne des ménages sur toute la période allant de 1970 jusqu'à 2014.

Compte tenu du problème de manque de données continues, la série retenue pour l'étude de l'épargne des ménages est celle que nous avons calculée en se basant sur les données des comptes nationaux publiés par l'Office National de Statistiques (l'ONS) en utilisant la formule suivante:

$$\text{Epargne des ménages} = \text{revenu des ménages} - \text{consommation finale des ménages}$$

Après son calcul, on a pu établir le graphe suivant :

**Figure 2: Evolution de l'épargne de ménages de 1970 à 2014**



**Source: réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS**

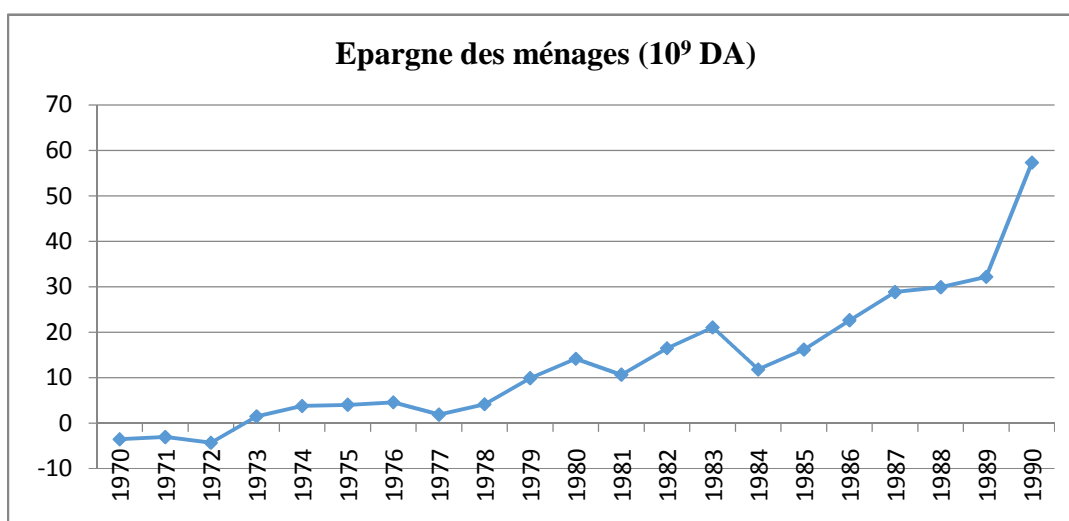
D'après le graphe ci-dessus, nous constatons que l'épargne des ménages algériens a en générale une tendance à la hausse courant la période 1970-2014. Cette évolution peut être

scindée en deux périodes, la première de 1970 à 1988 pendant laquelle l'épargne est en accroissement poursuivi mais avec une cadence très lente; la deuxième de 1989 jusqu'à 2014 durant laquelle l'épargne perpétuait son accroissement mais à un rythme accéléré par rapport à la première période.

### II.1.1 Evolution de l'épargne des ménages avant 1990

Afin de mieux illustrer l'évolution de l'épargne pendant cette période, nous allons reprendre le graphique précédent mais uniquement pour la période allant de 1970 à 1990.

**Figure 3: Evolution de l'épargne des ménages avant 1990**



**Source: réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS**

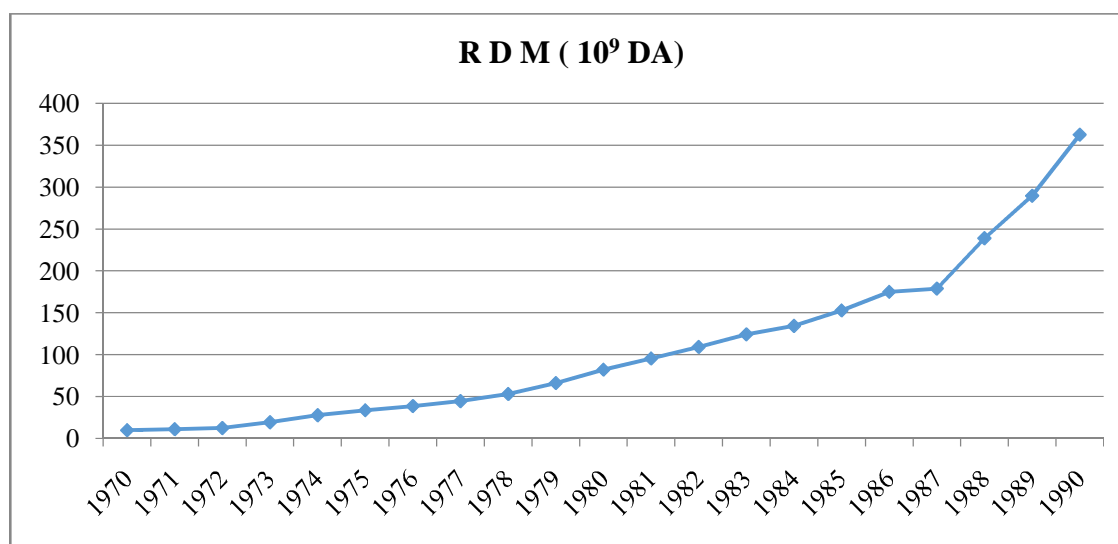
En observant ce graphique, nous constatons que l'évolution de l'épargne des ménages peut être divisée en deux périodes:

- **1970 à 1972** : durant cette période l'évolution était négative et cela est le fait de la faiblesse des revenus des ménages et l'amplification de leur consommation plus que proportionnelle par rapport à ces derniers.
- **1973 à 1990**: durant cette période l'évolution est devenue positive, et a pris une augmentation poursuivie et cela est la conséquence de la stratégie de nationalisation financée par les revenus tirés exclusivement des exportations d'hydrocarbures suite aux booms pétroliers de 1973 et de 1979-1981. Ces revenus ont permis de dégager une épargne intérieure considérable dont celle des ménages.

### II.1.2 L'évolution du revenu des ménages avant 1990

Le revenu disponible brut des ménages est le revenu dont un ménage peut disposer librement au cours d'une année pour la consommation et pour l'épargne<sup>16</sup>. Dans la littérature, le revenu disponible est l'élément majeur et le moyen par excellence de construction de l'épargne. Il aurait été souhaitable de vérifier les distinctes approches (revenu courant, revenu relatif, revenu permanent, approche par le patrimoine et le cycle de vie), mais, compte tenu de l'insuffisance de données affinées et continues sur une longue période, nous avons opté pour le revenu courant au sens keynésien. L'évolution de ce revenu au niveau national durant la période de 1970-1990 est rapportée dans le graphique ci-dessous:

**Figure 4: Evolution du revenu des ménages avant 1990**



**Source: réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS**

Du graphique on peut nettement constater que le revenu disponible brut des ménages est en hausse prolongée sur toute la période 1970 à 1990, on peut également distinguer deux périodes principales de l'évolution à savoir:

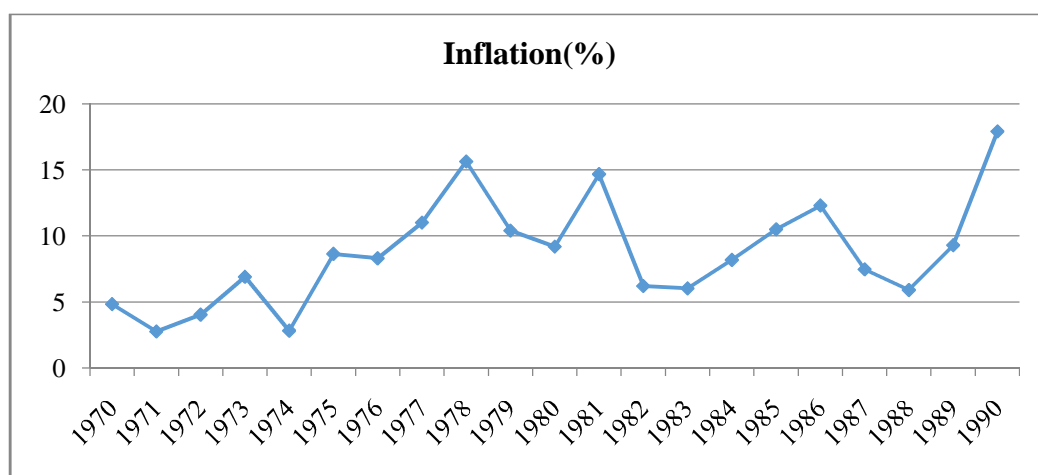
- Une première période commence en 1970 et s'achève en 1987, où nous constatons que le revenu accroît d'une manière progressive et proportionnellement lente;
- Une deuxième phase se maintient de 1987 jusqu'à 1990, où l'augmentation du revenu persiste toujours mais avec un rythme un peu plus rapide par rapport à la première phase.

### II.1.3 Evolution du taux d'inflation avant 1990

L'inflation sera illustrée par l'indice des prix à la consommation. Ce dernier est retenu pour mesurer les mouvements de prix. Il consiste à calculer une moyenne pondérée des indices élémentaires des prix d'un panier de biens et services représentatif de la consommation des ménages<sup>17</sup>.

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation agit directement d'une manière négative sur le pouvoir d'achat et sur la capacité d'épargne des ménages.

**Figure 5: Evolution du taux d'inflation avant 1990**

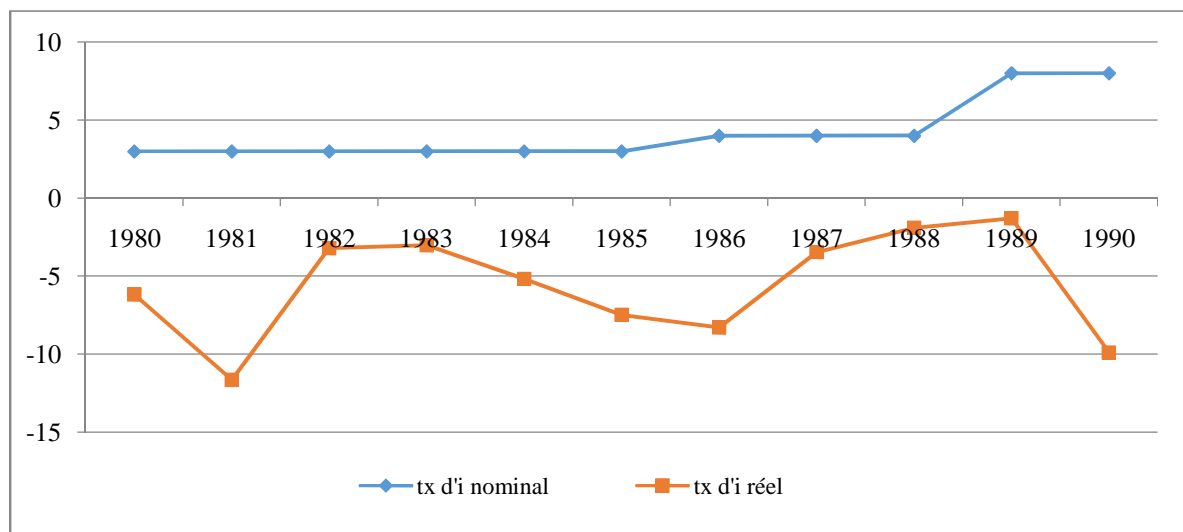


**Source: réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS**

D'après le graphe ci-dessus, nous remarquons que pendant cette période de 1970 à 1990, le taux d'inflation en Algérie se situait en moyenne autour de 9% et il a augmenté à 15,62% causé par le deuxième choc pétrolier de 1986 et reflétant l'augmentation des prix à l'importation.

### II.1.4 Evolution du taux d'intérêt créditeur avant 1990

Le taux d'intérêt retenu dans cette étude est le taux d'intérêt créditeur nominal rémunérant les dépôts des épargnants et le taux d'intérêt réel qui est le taux nominal adapté pour prendre en compte l'inflation.

**Figure 6: Evolution du taux d'intérêt créditeur avant 1990**

**Source: réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS**

Avant 1990, les taux d'intérêt étaient administrés du moment où les conditions des banques étaient déterminées par le Ministre des Finances, ce qui revient à dire qu'il n'y avait pas de concurrence entre les banques.

Du graphique, nous remarquons que les taux d'intérêt créditeurs en terme nominal ont connu une stabilité à 3% durant la période allant de 1980 à 1985, de 4% pendant les trois années suivantes et 8% par la suite.

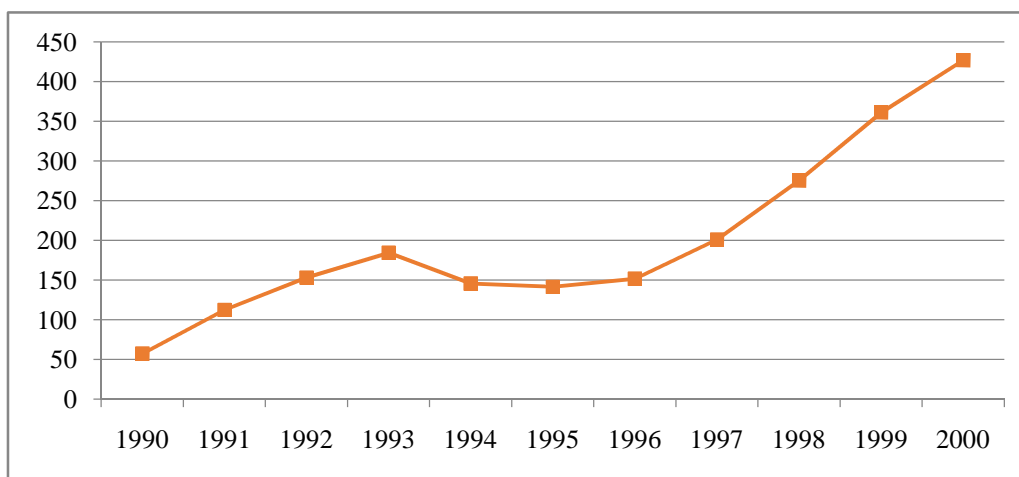
En terme réel, les taux créditeurs ont été négatifs, ils se situaient en moyenne autour de 5% entre 1980 et 1989, période caractérisée par un taux nominal stable et une moyenne de 9% d'inflation.

## II.2 Section 2:l'épargne des ménages de 1990 à 2000

L'année 1986 marque le début de remise en cause du système de gestion centralisée de l'économie algérienne. Dorénavant, il fallait établir les fondations et les mécanismes essentiels pour le passage à un système économique mieux approprié à l'être de la mobilisation. De ce fait un processus des réformes économiques était engagé. Ce processus de libéralisation s'est accéléré à partir de 1990 pour reculer pendant la période de transition vers l'économie de marché, entamée avec la promulgation de la loi sur l'autonomie des entreprises(1990) qui vont favoriser l'épargne.

Dans cette section nous allons étudier l'évolution de l'épargne des ménages ainsi que celle de ces déterminants durant la période des grandes réformes 1990-2000.

**Figure 7: Evolution de l'épargne des ménages en Milliards de DA (1990-2000)**



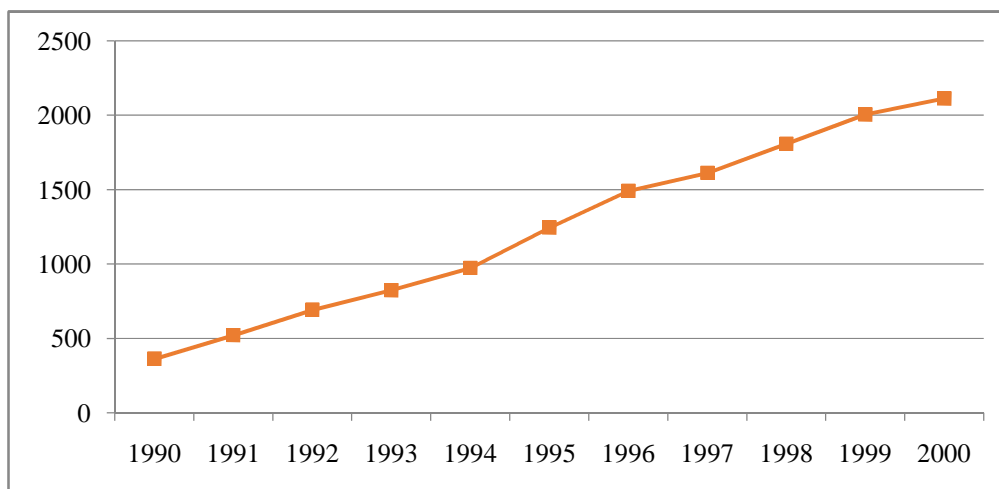
**Source: réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS**

L'épargne des ménages de 1990 à 1991 a été doublé. Celle-ci a passée de 57,32 milliard de DA à 112,4 milliard, elle a maintenu son accroissement avec un rythme accéléré puis elle a connu une baisse à partir de l'année 1993 et durant toute la période du Programme d'ajustement Structurel (le PAS), une des implications de ce programme économique. À partir de 1997, le rythme a repris en augmentation.



### II.2.1 L'évolution du revenu des ménages 1990-2000

Figure 8: Evolution du revenu des ménages en Milliards de DA (1990-2000)

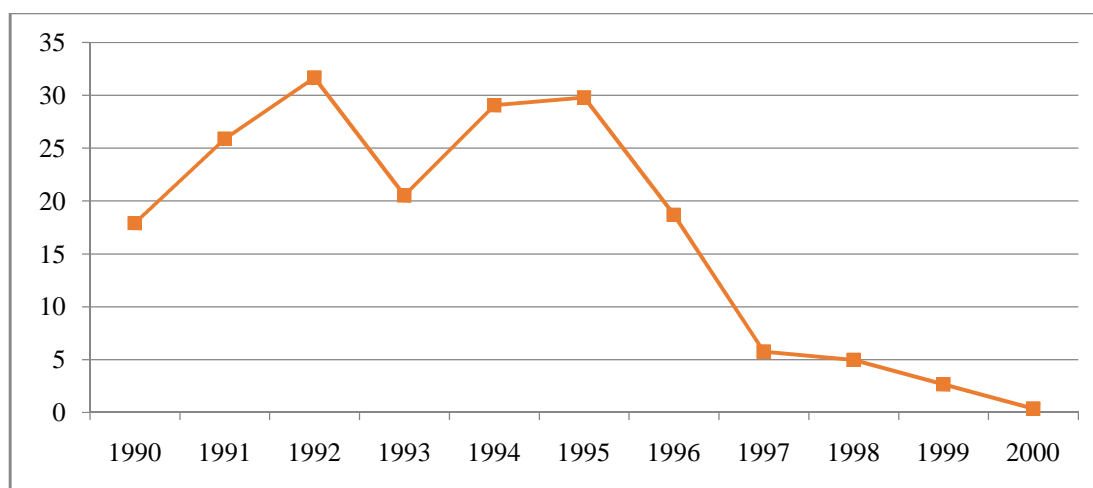


Source: réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS

Le revenu des ménages pendant les années 1990 à 2000 n'a pas cessé d'accroître rapidement d'une année à une autre et il a dépassé le pic de 2000 milliards DA pour l'année 2000

### II.2.2 L'évolution du taux d'inflation 1990-2000

Figure 9: Evolution du taux d'inflation en % 1990-2010



Source réalisée par nos soins à partir des données de l'ONS

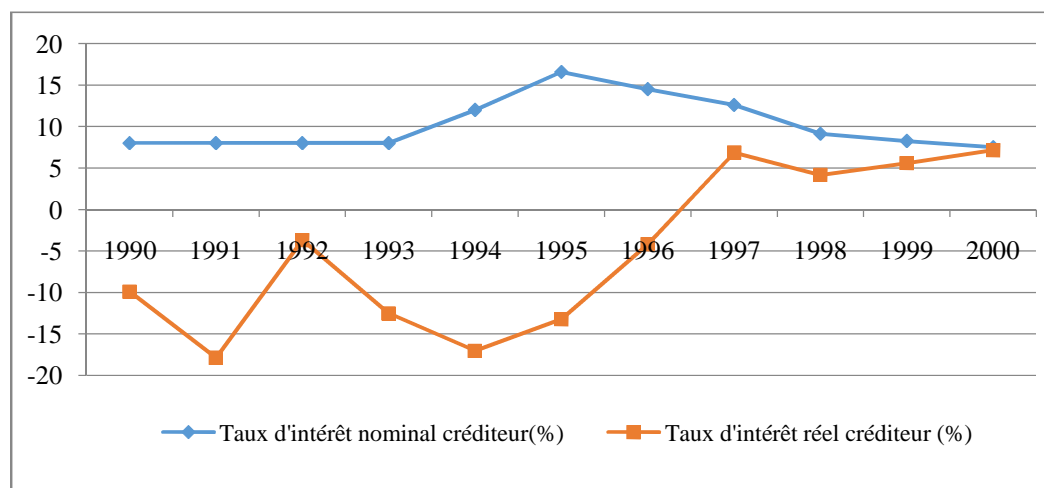
Après la poussée inflationniste du début des années 1990, l'Algérie a connu durant cette période une inflation galopante, le taux d'inflation annuel passe de 17,87% en 1989 à 25,88% en 1991 pour atteindre un pic de 31,68% en 1992.

On peut expliquer cette hausse par deux facteurs:

- L'accélération du processus de libéralisation des prix, le taux d'inflation s'est envolé à 38,4% mais il n'a pas tardé à chuter à 21,9% fin 1995 et il a amorcé une tendance à la baisse à partir de 1995 pour se stabiliser autour de 5% en 1998 et 2,9% en 1999 et encore 0,34% en 2000 qui est le point minimum qui représente la désinflation des prix à la consommation.
- l'effet de la dévaluation du dinar algérien (étant donné que les importations algériennes sont dominées par les produits alimentaires, la dévaluation du dinar aura un effet sur l'augmentation de l'inflation, ce qui va réduire le pouvoir d'achat des algériens).

### II.2.3 L'évolution du taux d'intérêt créditeur 1990-2000

**Figure 10: Evolution du taux d'intérêt créditeur 1990-2010**



**Source réalisée par nos soins à partir des données de l'ONS.**

Après 1990, le premier taux d'intérêt créditeur était le premier à être libéralisé et avec la nouvelle réforme monétaire qui vise à mettre en place les mécanismes de marché, il s'est avéré incontournable que les taux d'intérêt soient déterminés par la confrontation de l'offre et de la demande sur le marché des capitaux.

Les taux d'intérêt devenus, comme le précise la loi sur la monnaie et le crédit, une véritable monnaie clé, qui, prenant en compte les restructurations de la dette et le recours au crédit exceptionnel appuyé par les programmes du fonds monétaire international, ont contribué au rééquilibrage macroéconomique.

Pour y parvenir les autorités monétaires ont procédé à des ajustements réguliers.

Effectivement, la régulation des taux d'intérêt a fait qu'ils ont d'abord suivi une tendance haussière durant les premières années 1990 et cela, afin de maîtriser les tensions inflationnistes connues en Algérie suite aux différentes libéralisations : des prix, du commerce extérieur...etc.

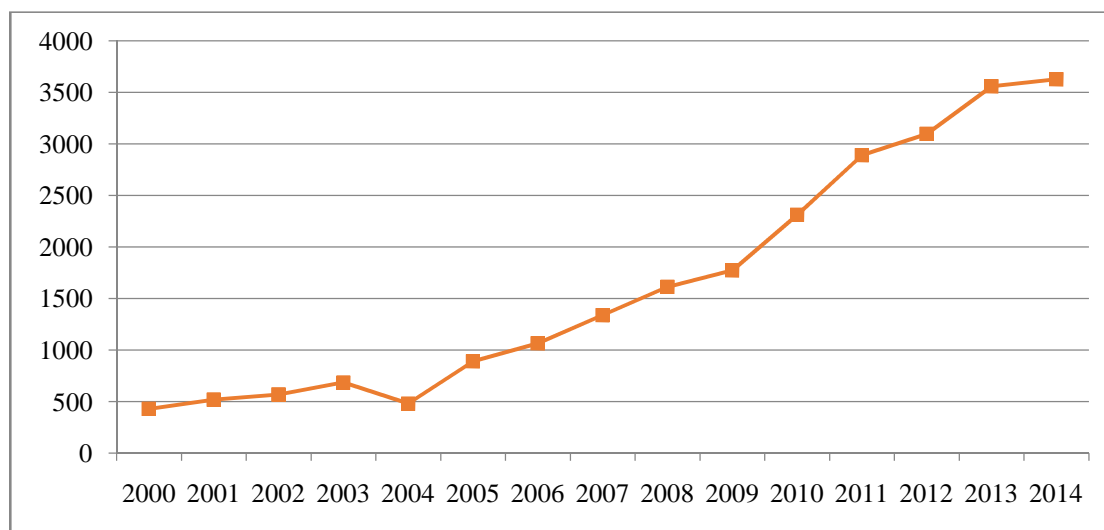
Les taux créditeurs ont été libéralisés dans le but d'attirer les encaisses thésaurisées du public.

### II.3 Section 3: L'épargne des ménages après 2000

Plusieurs événements sont enregistrés en Algérie durant la période allant de 2000 à 2014, tel que: la hausse persistante du volume et des prix de ses exportation en hydrocarbure qui ont permis au pays d'améliorer largement sa position externe et l'augmentation des termes de changes. Cette aisance financière a incité les pouvoirs publics à mettre en place une politique budgétaire expansionniste en lançant une panoplie de programme d'investissement qui ont comme objectif le soutien de la croissance, l'améliorer les conditions sociales de vie des populations et la diminution du taux de chômage.

#### II.3.1 L'évolution de l'épargne des ménages de 2000 à 2014

**Figure 11: Evolution de l'épargne des ménages en Milliards de DA (2010-2014)**



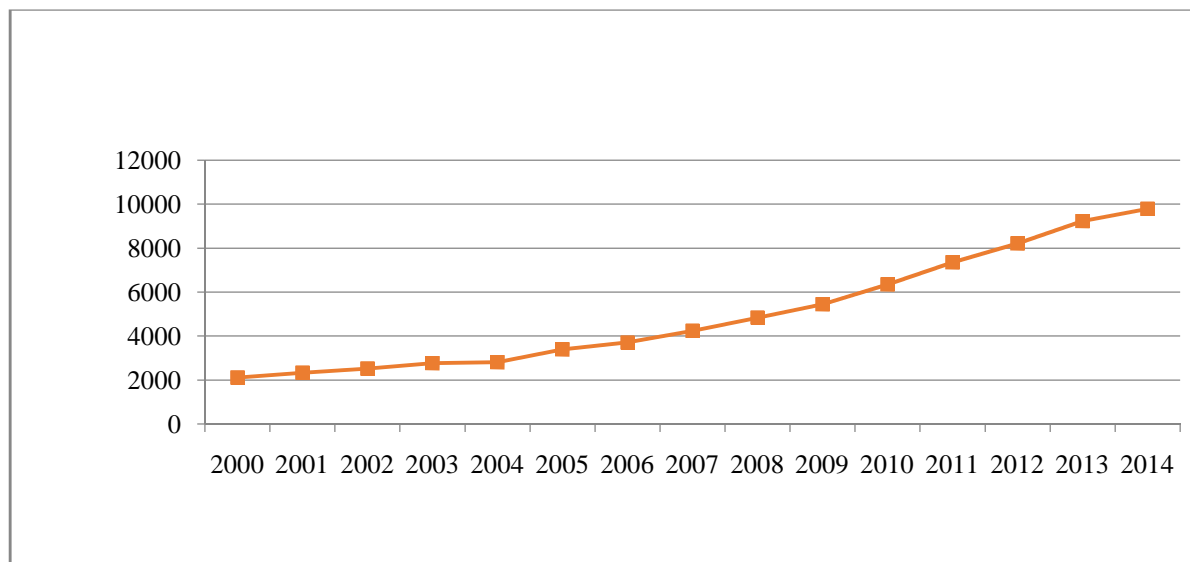
**Source: réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS**

D'après le graphique, nous remarquons que l'épargne des ménages était en augmentation maintenue. Néanmoins, elle a connu une baisse considérable entre 2003 et 2004 passant de 638,57 milliard de DA à 478,91 milliards de DA. La courbe suit une tendance à la hausse durant toute la période. La consommation finale des ménages en 2013 a été de 5770 milliard de DA, ce qui laisse une épargne brute de 2930 milliard de DA. Cela représente un taux d'épargne de 33,6% qui est très élevé, témoigne surtout du fait que les prélèvements obligatoires sont peu élevés, en 2012, l'impôt directs ne totalisaient qu'un peu plus de 7% des revenus primaires et les cotisations sociales un peu plus de 8%.

Le taux d'épargne élevé aussi parce que d'une part la consommation de fond fixe n'est pas déduite des revenus des entrepreneurs individuels, il s'agit aussi de l'absence de possibilité d'endettement pour l'acquisition de bien durable.

### II.3.2 L'évolution du revenu des ménages de 2000 à 2014

**Figure 12: Evolution du revenu des ménages en Milliards de DA (2000-2014)**



**Source: réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS**

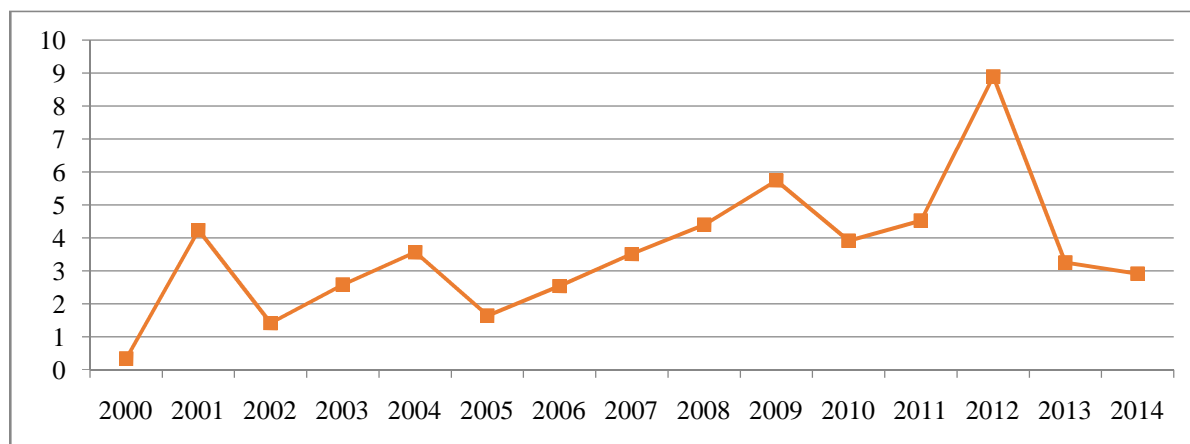
Après 2000, le revenu des ménages a connu une augmentation continue et accélérée, cela est le résultat de nombreuses politiques mises en place par l'Etat à savoir :

- L'augmentation des salaires de la fonction publique en 2001;
- L'augmentation du salaire minimum garanti de 25% en 2004;
- Le programme de privatisation de 270 entreprises en 2005 qui a rapporté un bénéfice pour le trésor public, permis un investissement de 1 milliard de dollars et la création de 7000 nouveaux emplois ;
- L'augmentation de la part des transferts dans les revenus bruts des ménages.

Le revenu des ménages après 2010, a enregistré une augmentation continue, la raison de cette augmentation est imputable au fait que l'administration reste une grande pourvoyeuse d'emploi et aussi parce que les salaires y ont crû fortement entre 2010 et 2012.

### II.3.3 L'évolution du taux d'inflation de 2000 à 2014

Figure 13: Evolution du taux d'inflation en % 2010-2014



Source réalisée par nos soins à partir des données de l'ONS.

À partir de l'année 2000, l'inflation va connaître à nouveau un retour vers la hausse. Ce retour a été induit par les augmentations des salaires de la fonction publique et le SNMG dans un contexte de rigidité de l'absence de l'offre et d'absence de réglementation de marchés.

Ensuite, L'inflation commence à baisser pour atteindre 2,6% en 2003 et a reculé à hauteur de 1,6% pour l'année 2005 attribuable à la baisse sur les marchés internationaux des prix des produits alimentaires de base.

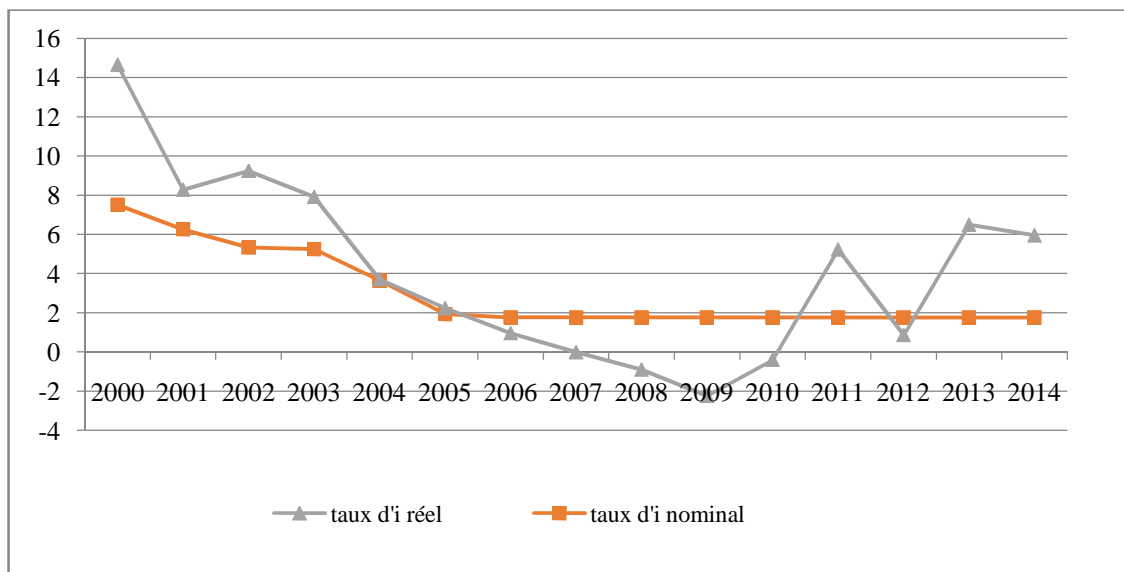
C'est en 2006, que l'inflation commence à progresser mais d'une manière légère. Elle poursuit sa tendance haussière entamée en 2007 et son rythme s'accélère, confirmé en 2008 et 2009 qui étaient de 4,4% et 5,7%. En 2009, l'inflation endogène a pris le relais de l'inflation importée dont l'incidence sur les prix de détail s'est amenuisée.

L'inflation qui s'était manifestée en 2011 après une année de désinflation tirée par la hausse des prix des biens manufacturés, a connu un regain de vigueur en 2012 pour doubler quasiment de rythme annuel moyen, qui est passé de 4,52% à 8,89%. Cette forte inflation est tirée par la hausse des prix des produits alimentaires et en particulier la flambée des prix des produits agricoles frais.

En 2013, cette année est marquée par une désinflation ample et rapide. Cette tendance décroissante a été favorisée à la fois par la bonne tenue des prix des produits alimentaires, notamment ceux des produits agricoles frais et des biens manufacturés. L'inflation continue à décroître en 2014 à 2,91% et être essentiellement endogène.

### II.3.4 L'évolution du taux d'intérêt créditeur de 2000 à 2014

Figure 14: Evolution du taux d'intérêt créditeur 2010-2014



Source réalisée par nos soins à partir des données de l'ONS.

Dans cette période, les taux d'intérêt nominaux ont subi une baisse progressive jusqu'à 2005 causé par la surliquidité bancaires qui ont caractérisé la sphère monétaire. Cette situation est due essentiellement à l'accroissement des dépôts des entreprises d'hydrocarbures traduisant la conjoncture pétrolière favorable. Ces taux se sont stabilisés par la suite à la valeur de 1,75%.

Concernant les taux d'intérêt réels, ils étaient positifs mais en baisse jusqu'à 2005 presque nuls 0,30% cela parce que cette phase s'est caractérisée par un taux d'inflation qui se situait autour de 3% et des taux d'intérêt nominaux qui étaient forte et qui baissait ensuite.

De 2006 jusqu'au 2014, les taux nominaux se sont stabilisés à 1,75% au même temps où l'inflation avait une tendance haussière ce qui a provoqué la baisse des taux réels et les rendre négatifs.

Ces taux d'intérêt réels sont devenus positifs pour les deux dernières années 2013 et 2014 qui sont caractérisées par une désinflation par rapport aux années précédentes.

## Conclusion

L'Algérie, après son indépendance, son économie est divisée en deux phases différentes qui sont l'économie planifiée, centralisée et le passage à l'économie de marché dont l'épargne des ménages est influencée d'une manière différemment par les facteurs que nous avons pris en compte dans notre étude dont, le revenu, le taux d'inflation et le taux d'intérêt.

**1970- 1990:** l'épargne des ménages était négative durant les trois premières années, elle était faible mais elle a augmenté ensuite à un rythme très lent. Cette épargne n'était pas vraiment déterminée pendant cette période par les facteurs cités ci-dessus.

**1990 2000:** grâce aux réformes et programmes que l'Algérie a mis en place, le rythme de croissance de l'épargne des ménages commence à accélérer. C'est à partir de cette période que ces facteurs influencent sur l'épargne comme le taux d'intérêt.

**2000-2010:** durant cette période, cette épargne augmentait de façon très rapide avec l'augmentation des salaires et des revenus des ménages.

**2010-2014:** l'épargne des ménages reste toujours en augmentation mais pas avec le même rythme que les années précédentes.

**1970-2014:** l'épargne des ménages a suivi une hausse continue pendant toute cette période, elle a suivi la même voie que le revenu des ménages qui a connu lui aussi un accroissement. L'inflation suit toujours une tendance haussière contrairement au taux d'intérêt qui avait une tendance baissière.

Ce qui permet de déduire que l'inflation et le taux d'intérêt n'ont aucune influence sur l'épargne des ménages.



## **Chapitre III**

---

**LES DETERMINANTS DE L'EPARGNE DES  
MENAGES :  
ETUDE EMPIRIQUE DANS LA VILLE D'AKBOU**

## **Chapitre 3: Les déterminants de l'épargne des ménages : étude empirique dans la ville d'Akbou**

### **Introduction**

Pour atteindre notre objectif qui est les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie, nous allons procéder à étudier le profil type de l'épargnant des ménages de la ville d'Akbou par deux enquêtes du terrain.

La première enquête sera faite par l'analyse des données collectées au niveau de la banque d'Akbou BDL d'un échantillon contiens 347 épargnants qu'on va développer dans la première section. Comme nous avons trouvé des difficultés lors de la collecte des données par le traitement des dossiers des épargnants car il y'avait un manque d'information sur quelques variables d'étude (par exemple : le niveau de salaire) et puisque ces épargnants ne complètent pas les formulaires lors de la souscription d'un compte épargne. C'est pour ça, on a fait recours à la méthode de sondage par questionnaire. Celle-ci nous permis de compléter et de consolider la première enquête dans la deuxième section.

### III.1 Section 1: le profil type de l'épargnant : cas des épargnants de la banque BDL d'Akbou

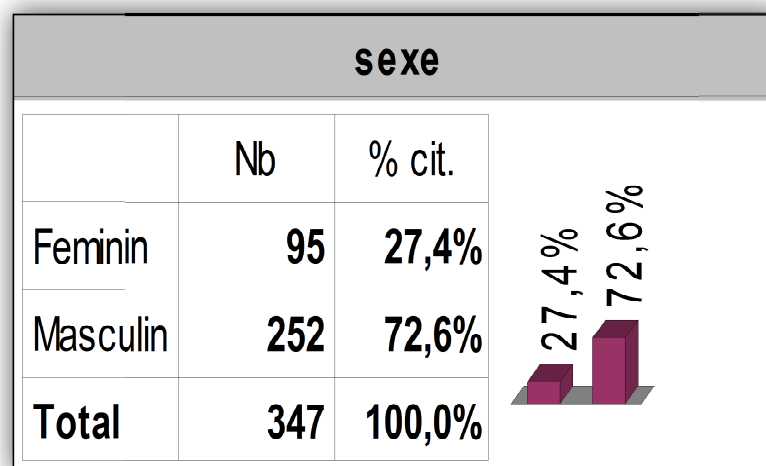
Dans cette section, nous allons procéder au traitement et à l'analyse des données collectées au niveau de la banque BDL. Pour entreprendre cette phase d'analyse, nous avons utilisé le logiciel SPHINX qui nous a servi dans le traitement des données. Nous avons saisi les données sous forme d'une matrice rectangulaire. Nous avons affecté une colonne à chaque variable et les résultats obtenus sont présentés sous forme de tableaux et des graphes.

#### III.1.1 Analyse des données collectées au niveau de l'agence

##### III.1.1.1 Le sexe:

Selon le sexe, l'échantillon présente les caractéristiques telles qu'elles sont illustrées dans la figure N°15.

Figure 15: sexe



**Source:** résultat de la base de données, présenté par le logiciel Sphinx2

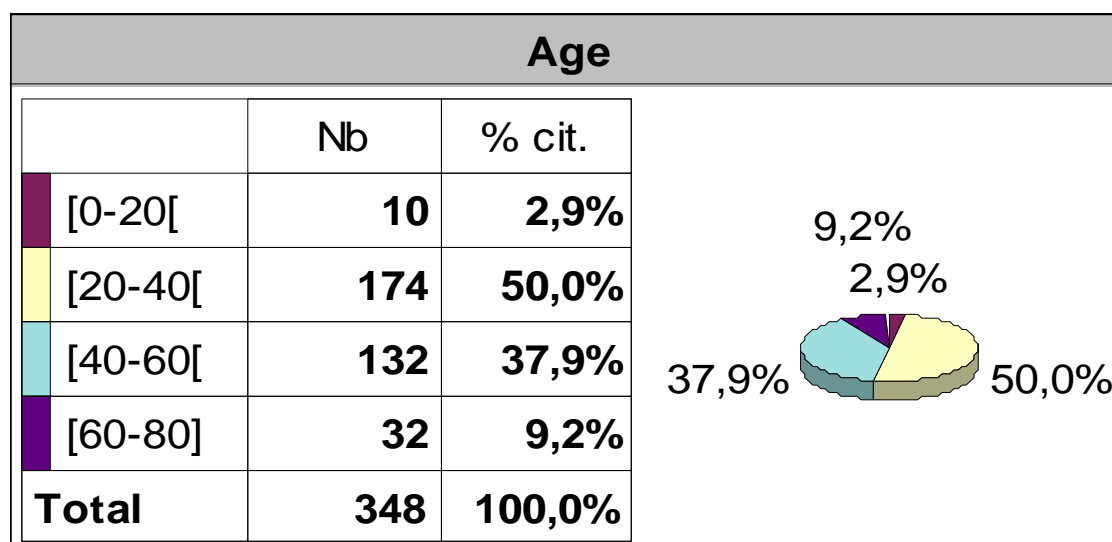
Notre échantillon est composé de plus d'hommes que les femmes, parmi les 347 personnes interrogées, nous avons 72,6% sont des hommes soit 252 hommes, et 27,4% sont des femmes soit 95 femmes. Cela est expliqué par : les hommes ont une tendance à épargner parce qu'ils préfèrent économiser leur argent pour faire des projets (achat d'une maison), par contre les femmes ont une tendance à dépenser leur argent (Shopping, mariage, voyage)

### III.1.1.2 L'âge

Nous avons segmenté notre population selon l'âge en l' divisant en quatre tranches d'âge avec une différence de vingt ans entre les tranches:

La figure N°16 présente à cet effet ces caractéristiques

**Figure 16: Age**



**Source: résultat de la base de données, présenté par le logiciel SPHINX(2)**

D'après le tableau et le graphique N°16, notre échantillon contient 10 individus qui ont entre 0 et 20 ans soit un taux de 2,9%, 174 personnes qui ont entre 20 et 40 ans, soit un taux de 50% 132% personnes qui ont entre 40 et 60 ans, soit un taux de 37,9% et 32 personnes qui ont 60 et 80 ans, soit un taux de 9,2%.

Cette observation peut être expliqué par: la catégorie d'âge de 20-40ans sont les plus épargnants parce que : ils ont l'âge de travailler, ont eu des diplômes et ils gagnent de l'argent donc ils ont une tendance à épargner,

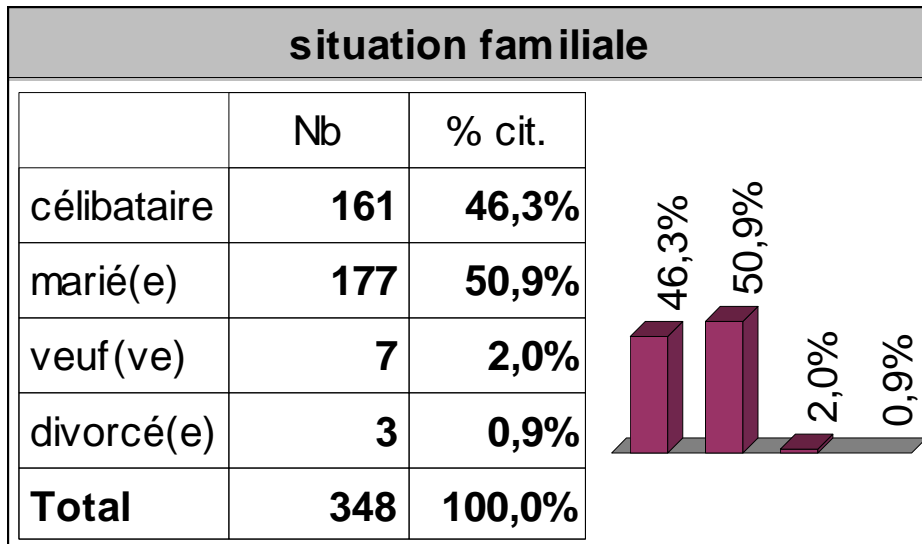
La deuxième catégorie de 40-60ans généralement c'est des pères de famille et des retraités donc ils ont une tendance à épargner

Et la dernière catégorie 0-20 ans la plus part de ces épargnants n'ont pas l'âge de travaille, se sont généralement au cours de formation et scolarisation.

### III.1.1.3 Situation familiale:

Selon la situation familiale, les caractéristiques de notre échantillon se présentent telle qu'elles sont illustrés dans la figure N°17.

**Figure 17: situation matrimoniale**



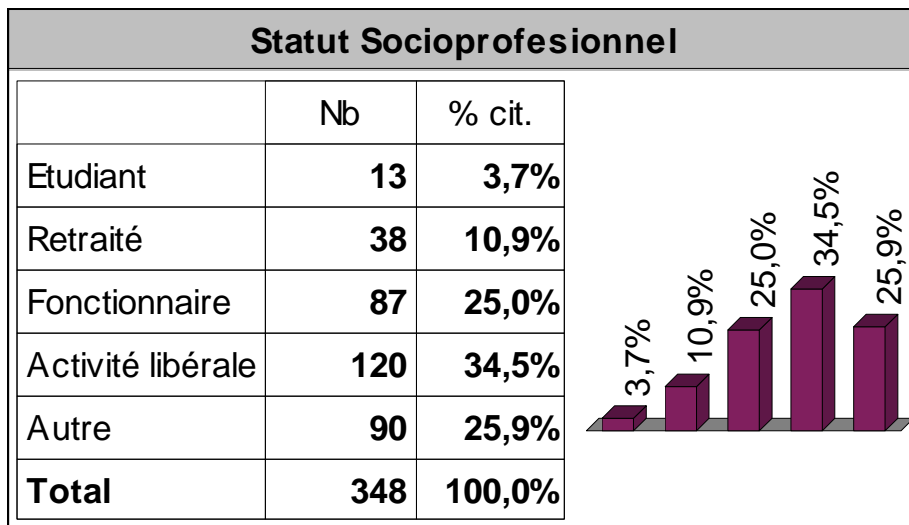
**Source: résultat de la base de données, présenté par le logiciel SPHINX**

D'après le tableau N°19, notre échantillon est constitué à 46,3% de célibataires, 50,9% de mariés, 2 % de veufs et de 0,9% de divorcé. C'est-à-dire 161 célibataires, 177 mariés, 7 veufs et 3 divorcés.

Cette observation peut être expliquée par : On trouve que les couples qui épargnent plus que les autres parce que les couples généralement travaillent les deux ce qui fait donc l'un des deux a un surplus pour épargner, aussi les couples ont une responsabilité (des enfants à fournir, une maison, des soins ...) alors sont obligés à épargner. Pour les célibataires n'ont pas beaucoup de dépenses ils mettent de l'argent pour se lancer dans des projets afin construire leur avenir, enfin pour les veuf et les divorcé n'ont pas de rente, ils sont seuls ce qui fait, ils ont un revenu limité pour épargner.

### III.1.1.4 Statut socioprofessionnel:

Les caractéristiques de notre échantillon selon la profession se présentent telle qu'elles sont illustrés :

**Figure 18: statut socioprofessionnel**

**Source: résultat de la base de données, présenté par le logiciel SPHINX(2)**

La majorité des interrogés sont des professions libérales avec 34,5%, soit 120 personnes, suivis autres (pas de réponse) avec 25,9%, soit 90 personnes, puis les fonctionnaires avec un pourcentage de 25%, en quatrième position viennent les retraités avec 10,9% et en dernier sont classés les étudiants avec un pourcentage de 3,7%.

Cette observation peut être justifié par: En premier lieu la plus part des épargnants ont une activité libérale parce que sont indépendants c'est-à-dire ils travaillent à leur propre compte et ils peuvent dégager des revenus énorme donc ils ont des possibilités d'épargner plus. En deuxième lieu on trouve les fonctionnaires qui ont un salaire fixe, ils arrivent à gérer leur revenus ce qui fait, ils peuvent mettre de l'argent de côté et en dernier lieu vient les étudiants qui sont en train de faire les formations et ils ne travaillent pas. la minorité qui épargne s'explique par leur parents qui épargnent dans leur comptes ou bien des étudiants qui travaillent ni temps.

D'après l'analyse de cette première enquête, nous pouvons déduire quelque conclusions: en premier position le sexe masculin est un facteur important déterminant de l'épargne des ménages parce qu'ils ont une plus de tendances à épargner, en deuxième position on a déduit que la fourchette de 20- 40ans est un déterminants important des ménages, en troisième position, dans la variable situation familiale on trouve que le critère marié qui détermine l'épargne des ménages et en dernière position, concernant la variable socioprofessionnel, on a

déduit que la catégorie importante dans la détermination de l'épargne des ménages est l'activité libérale.

### **III.2 Section 2:déterminants de l'épargne, enquête du terrain auprès des ménages épargnants de la ville d'Akbou**

Nous allons procéder aussi au traitement et l'analyse du questionnaire, pour entreprendre cette phase d'analyse, nous avons utilisé le logiciel SPSS (20) qui nous a servi dans le traitement des données. Nous avons saisi les données sous forme d'une matrice rectangulaire. Nous avons affectée une colonne à chaque variable issue des questions poses dans l'étude et une ligne à chaque individu interrogé. Une case du tableau correspond donc à la réponse d'un individu à une question particulière. Les résultats obtenus sont ensuite transfères sur le Word pour mieux présentera les tableaux. Cette méthode nous a permis de connaitre les caractéristiques de la population considérée à l'aide d'une enquête réalisée auprès d'un sous-ensemble considéré comme représentatif de cette population, appelé échantillon. Pour construire cet échantillon, nous devons définir la population à étudier, choisir la méthode d'échantillonnage et déterminer la taille de l'échantillon.

Nous allons définir dans cette section en premier lieu la population à étudier, choisir la méthode d'échantillonnage et déterminer la taille de l'échantillon, ensuite, définir les questions d'étude de notre questionnaire, présenter ces grandes parties et le choix du mode de sa distribution

#### **III.2.1 Définition de la population mère.**

Il s'agit de définir les membres constituants la population et l'unité de sondage qui est prise en compte. Dans notre étude, nous considéré comme population l'ensemble des particuliers épargnants dans les banques de la ville de Bejaïa.

Nous avons comme unité de sondage les individus, car chacun d'entre eux a son comportement, ses motivations et ses attitudes qui sont différentes des autres individus. Notre échantillon sera donc extrait de la population tel qu'on vient de la définir.

#### **III.2.2 Le choix de la méthode de l'échantillonnage**

Pour la réalisation de notre étude, nous avons choisie comme méthode d'échantillonnage, la méthode des quotas, parce qu'il n'était pas possible pour nous de sélectionner les individus d'une manière aléatoire par manque de base de sondage, c'est-à-dire une liste exhaustive des particuliers épargnants dans les banques de la ville d'Akbou. De plus, c'est la méthode des quotas qui semble être la mieux indiquée dans le cadre des études marketing.



Le critère pris en considération pour la construction des quotas est la détention d'un compte par l'individu, que ce soit un compte CCP ou un compte bancaire. Nous avons pris en considération ceux qui détiennent des comptes CCP parce que durant la réalisation de notre enquête, nous avons constaté qu'il existe un grand nombre de particuliers qui gardent leur argent dans leur compte courant que ce soit CCP ou bancaire.

### **III.2.2.1 Les déterminants de la taille de l'échantillon**

Comme la taille de l'échantillon dépend de la méthode de l'échantillonnage utilisée, et que notre méthode est une méthode non probabiliste, l'échantillon devrait être d'une taille assez grande pour pouvoir obtenir des résultats satisfaisants. Mais, par contrainte de temps et de moyens qui ne nous ont pas permis de prendre un grand échantillon, nous nous sommes limités à distribuer 150 questionnaires, et nous avons récupéré seulement 100. Étant conscient de ce problème, nous ne pouvons rester, à cet effet, propres à notre échantillon.

#### **🚩 Elaboration du questionnaire**

Pour qu'une enquête soit fiable et viable, il ne faut pas prendre en considération seulement la méthode d'échantillonnage et la taille de l'échantillon, mais, il faut prendre en compte également la rédaction du questionnaire et le choix des questions à poser qui représente la phase la plus difficile dans le domaine bancaire parce qu'il n'y a pas des études de marché dans le domaine bancaire sur lesquelles on va se baser pour la rédaction de notre questionnaire. C'est ce qui a fait d'ailleurs que notre questionnaire est corrigé et reformulé plusieurs fois et il reste toujours à dire qu'il peut être encore reformulé et modifié parce qu'un questionnaire ne peut jamais être parfait. Il présentera toujours des insuffisances qui ne peuvent être découvertes durant sa réalisation, mais qui peuvent être découvertes par la suite.

#### **🚩 les questions d'étude du questionnaire**

Pour construire un questionnaire, il faut d'abord définir les questions d'étude qui représente le fil conducteur pour la structure du questionnaire. Les questions d'études pour lesquelles nous souhaitons à porter des éléments de réponse dans le cadre de notre étude sont les suivantes :

-quels sont les déterminants de l'épargne des particuliers ?

-quel est le profil type d'épargnant?

### **la structure du questionnaire**

Le questionnaire représente un instrument de mesure à construire d'une façon logique et cohérent en veillant à mettre à l'aise et à intéresser les personnes interrogées.

Notre questionnaire est composé de trois parties:

- les questions d'ordre général;
- les questions relatives aux déterminants de l'épargne;
- les questions d'identifications.

Dans notre questionnaire figure 22 questions y compris celles d'identification

1-questions fermées

2-questions fermées à choix multiples

#### **III.2.2.2 Le test du questionnaire**

Après l'élaboration de notre questionnaire, nous l'avons testé auprès d'une dizaine de personnes issues de la population enquêtée afin de vérifier la compréhension des questions posées et de repérer les erreurs commises. A l'issue de ce test nous avons reformulé certaines questions et corrigé d'autres erreurs.

#### **III.2.2.3 L'administration du questionnaire :**

Afin de réaliser notre enquête, nous avons procédé à la distribution des questionnaires en deux parties. La première partie qui contient 75 questionnaires a été distribuée par contact aux particuliers sur le lieu de leur travail et cela dans le but de diversifier la population et les banques sollicitées pour le placement de l'épargne, certains les ont remplis sur place, d'autres nous les avons récupéré après. Mais dans cette méthode de distribution, nous avons trouvé plusieurs obstacles dans la récupération des questionnaires. En effet, certains perdent le questionnaire, d'autres nous donnent plusieurs rendez-vous pour la récupération mais qui ne le rendent pas en fin de compte. Pour cette raison, nous avons récupéré dans cette première partie que 55 questionnaires, les 20 autres n'ont pas pu être récupéré, ce qui

nous a contraint à les abandonner définitivement afin d'avancer dans notre travail et le remettre dans les délais requis.

La deuxième partie qui contient aussi 75 questionnaires a été distribuée au niveau de l'agence 53 de la BDL dans laquelle nous avons collecté des données. Pour cette deuxième partie, nous avons aussi trouvé plusieurs obstacles dans le remplissage des Questionnaires. Les clients n'acceptent pas aussi facilement de remplir un questionnaire. Il nous a fallu plusieurs méthodes pour expliquer que le questionnaire n'est qu'une simple étude pour la réalisation d'un mémoire. Cela parce que la mortalité, la culture et le niveau d'instruction est diffère d'une personne à une autre. En plus, c'est les plus jeunes qui acceptent de remplir les questionnaires parce que peut-être ils peuvent comprendre l'importance de ce questionnaire pour notre travail que les grands qui nous disent souvent qu'ils n'ont pas le temps pour s'occuper du questionnaire, et il faut aller chercher d'autres personnes qui sont libres. D'un autre côté, nous avons trouvé que les femmes n'acceptent pas de remplir les questionnaires. Elles refusent sans discussion sauf que quelques femmes qui ont acceptées de le remplir. Dans cette partie du questionnaire distribué, nous avons récupéré 45 questionnaires et les 30 autres ont été pris par des personnes qui nous promet de revenir à la banque pour les déposés mais, qui n'ont pas revenus.

L'autre difficulté que nous avons trouvé et qu'il y'a des personnes qui sont illettrées, alors nous étions obligés de leur expliqués chaque question pour qu'ils puissent répondre et cela nous pris beaucoup de temps. C'est pour ces raisons que nous avons consacré 5 semaines rien que pour terminer notre enquête.

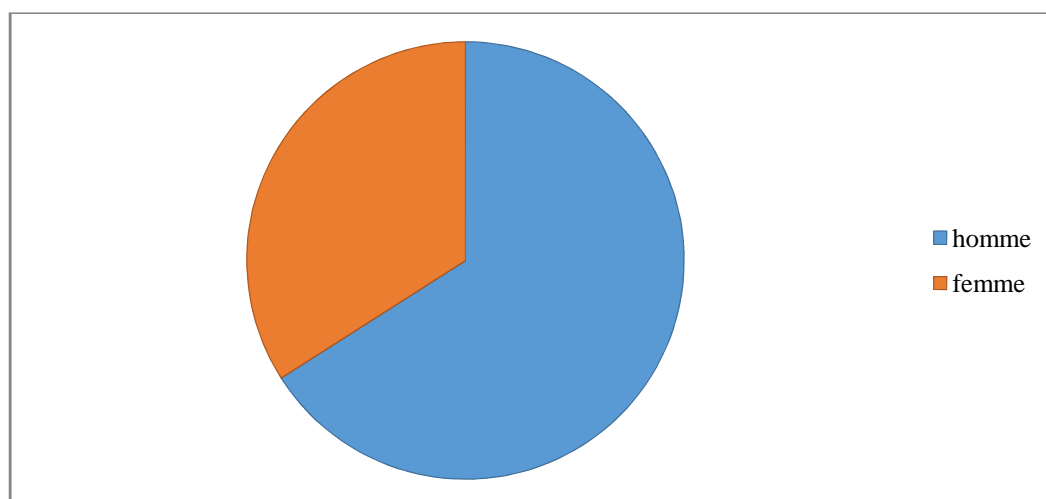
### III.2.3 Premier axe: Variables socioéconomiques et épargne des ménages

**Tableau 2: L'influence du sexe sur l'épargne**

«Vous êtes? »

Sexe	Effectifs	Pourcentage
Homme	65	65,7
Femme	34	34,3
Total	99	100,0

**Figure 19:sexe**



**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

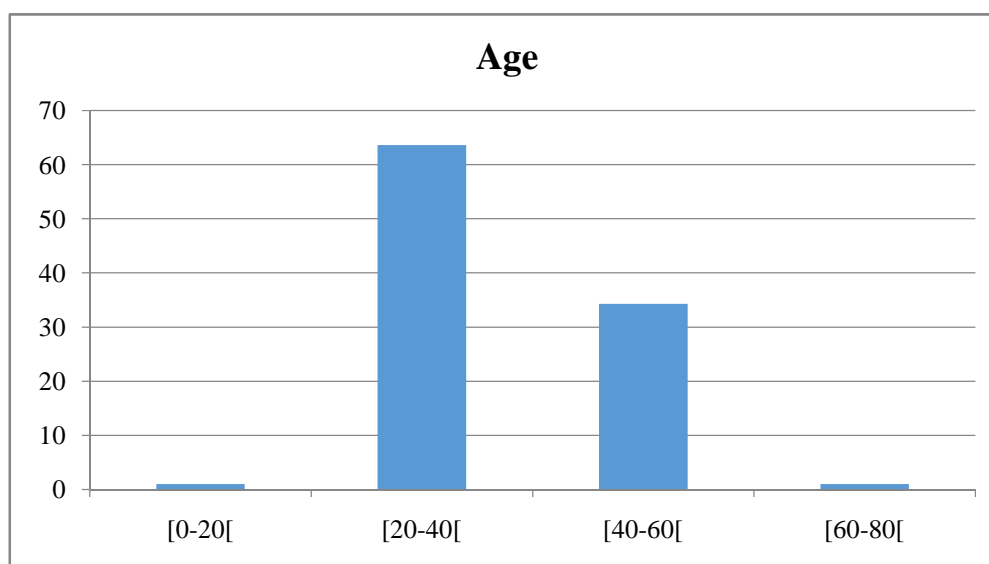
D'après le tableau N<sup>o</sup> 2, nous observons que les hommes représentent un pourcentage plus important qui est de 65,7% presque 2/3 de l'effectif des épargnants et les femmes avec un pourcentage de 34,3%.

Ces résultats peuvent être expliqués par la capacité des hommes à épargner que les femmes parce que les hommes sont bien rémunérés c'est-à-dire ils occupent des postes d'emploi les plus rémunérés et ils préfèrent épargner leur argent dans un compte épargne. Par rapport aux femmes, elles s'intéressent pas à placer leur argent dans un compte épargne mais elles s'engagent dans l'achat de l'or qui est une autre forme d'épargne. Aussi les femmes ont beaucoup de dépenses.

**Tableau 3 :L'influence de l'âge sur l'épargne**

«Votre âge?»

Age	Effectifs	Pourcentage
[0-20[	1	1,0
[20-40[	63	63,6
[40-60[	34	34,3
[60-80[	1	1,0
Total	99	100,0

**Figure 20: Age**

**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

D'après la figure N°20, on constate que la catégorie d'âge qui se situe entre 20 ans et 40 ans est la plus dominante avec un pourcentage plus de 63 %, elle vient juste après ceux qui se trouve entre 40 ans et 60 ans avec un pourcentage de 34,3%, en troisième et en dernière position vient les catégories qui se situe de 0 à 20ans et de plus de 60 ans qui représentent un pourcentage de 1%.

On peut expliquer ces observations: la personne âgée entre 20 ans et 40 ans sont les plus représentatifs dans cette étude parce que généralement se sont des jeunes et ils préfèrent la consommation future soit la consommation du ménage ou investissement.

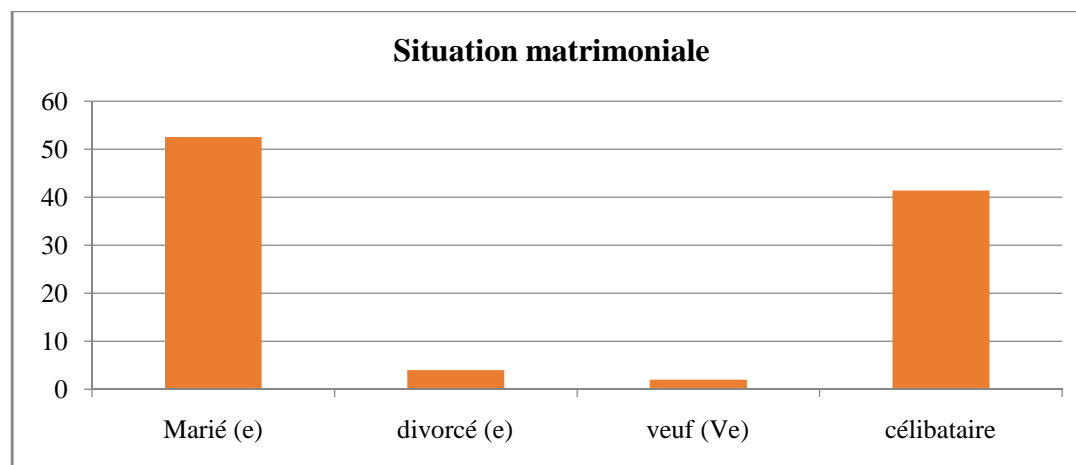
Par rapport au faible pourcentage qui correspond à l'intervalle de 0 à 20ans et plus de 60 ans; ce résultat peut s'expliquer par des transferts fait à partir du compte des parents vers ceux de leurs enfants à revenu nul, qui sont en majeure parties des étudiants.

**Tableau 4: L'impact de la situation matrimoniale sur l'épargne**

«Quelle est votre situation matrimoniale?»

Situation matrimoniale	Effectifs	Pourcentage
Marié (e)	52	52,5
divorcé (e)	4	4,0
veuf (Ve)	2	2,0
célibataire	41	41,4
Total	99	100,0

**Figure 21: situation matrimoniale**



**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

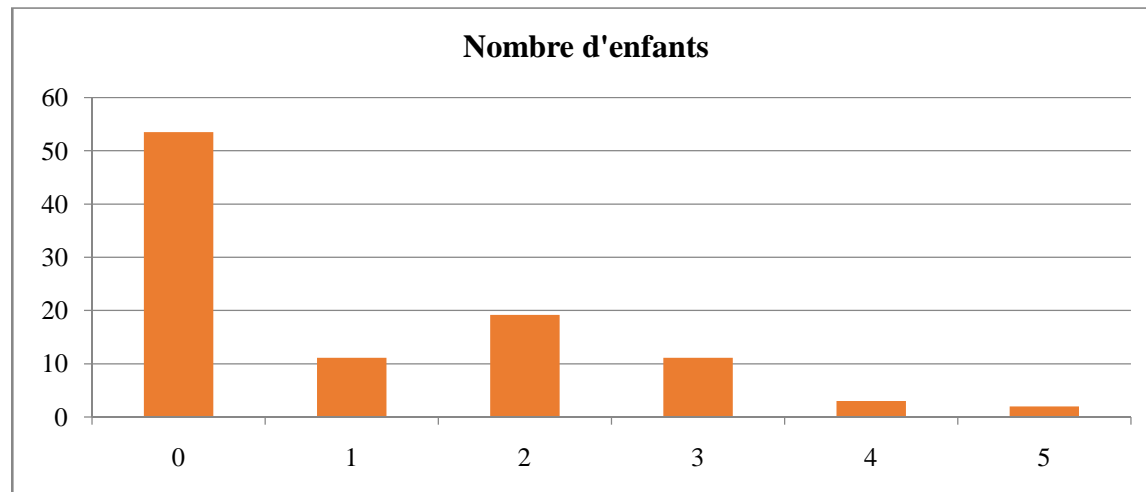
D'après le tableau ci-dessus, nous remarquons que les personnes mariées représentent un pourcentage très important qui est plus de 52%, il représente presque 1/2 de l'effectif de la variable situation matrimoniale, vient en deuxième lieu les personnes célibataires avec un pourcentage important de 41,4%. En troisième lieu vient les personnes divorcées qui correspond à 4% et en dernier lieu vient les veuves avec 2%.

Ce résultat peut être expliqué: les personnes mariées qui sont les plus représentatifs dans cette étude parce qu'ils ont des revenus complémentaires c'est-à-dire ils ont des ressources complémentaires donc ils peuvent dégager une certaine sommes d'argent pour l'épargner. Par rapport aux célibataires, L'intérêt de leur épargne s'inscrit dans le cadre personnel, plus précisément dans la construction de leur avenir.

**Tableau 5: L'effet de nombre d'enfant sur l'épargne des ménages**

Nombre d'enfants	Effectifs	Pourcentage
0	53	53,5
1	11	11,1
2	19	19,2
3	11	11,1
4	3	3,0
5	2	2,0
Total	99	100,0

**Figure 22: Nombre d'enfants**



**Source: résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

D'après la figure N°22, on remarque que les personnes qui n'ont pas d'enfants représente un pourcentage le plus élevé qui est de 53,5%, il vient juste après les personnes qui ont deux enfants avec un pourcentage de 19,2%. En troisième position, il vient juste les personnes qui ont un enfant et ont trois enfants avec le même pourcentage qui est de 11,1%. En quatrième

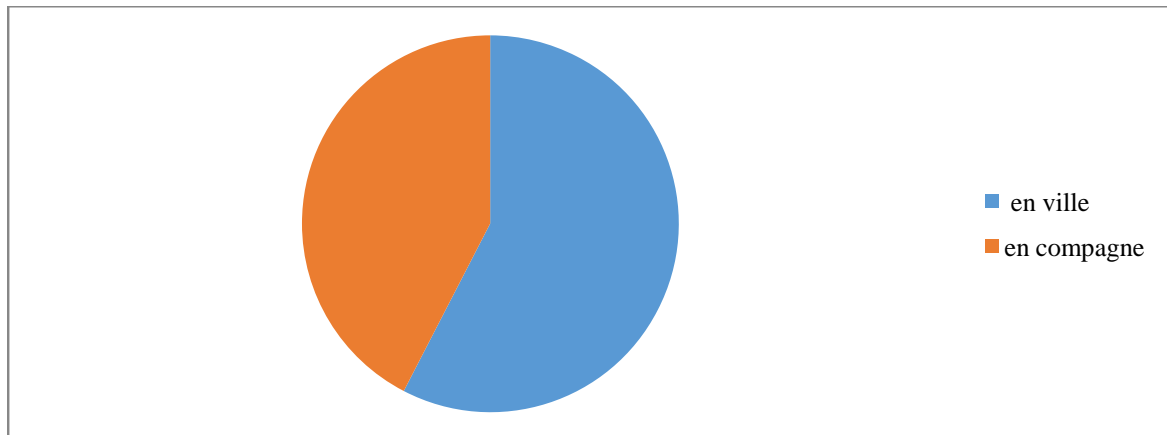
position, il vient les personnes qui ont trois enfants avec un pourcentage de 3%. En dernière position, il vient les personnes qui ont cinq enfants avec un faible pourcentage qui est de 2%.

Ces résultats peuvent être expliqués par la capacité à épargner pour chaque agent économique, les personnes qui n'ont pas d'enfants sont les plus représentatives dans cette figure parce que ce sont des personnes qui n'ont pas beaucoup de dépenses donc elles peuvent dégager un certain excédent après consommation pour financer leur compte épargne, par rapport aux personnes qui ont cinq enfants ils n'ont pas une capacité à épargner et elles ne peuvent pas faire des économies à cause de leurs dépenses excessives.

**Tableau 6: critère lieu d'habitation**

Lieu d'habitation	Effectifs	Pourcentage
en ville	57	57,6
en compagnie	42	42,4
Total	99	100,0

**Figure 23: lieu d'habitation**



**Source: résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

D'après la figure N°23, nous observons le lieu d'habitation en ville représente un pourcentage important de celui des compagnes qui représente de 57,6 de la totalité des épargnants de notre échantillon et le pourcentage restant représente un pourcentage de 42,4. Cela peut être

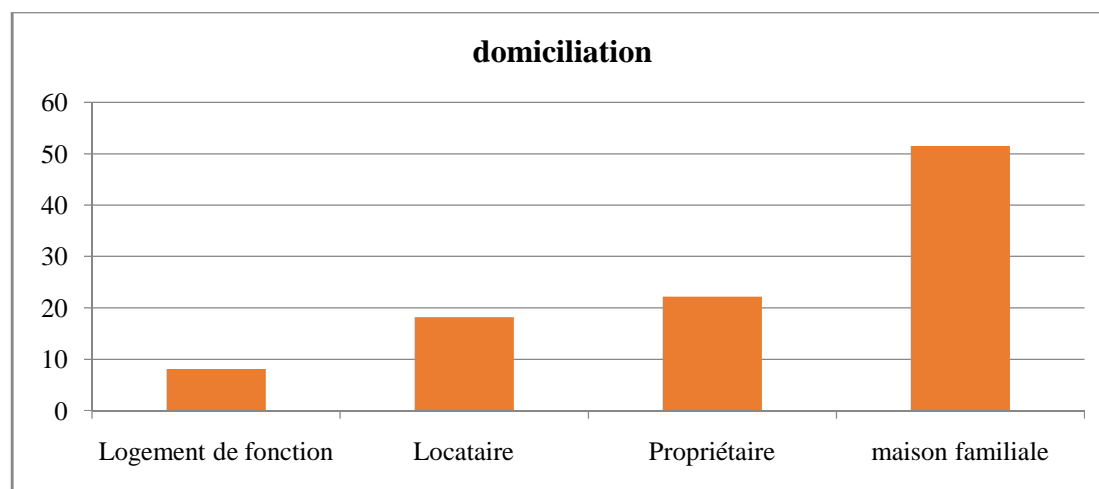


expliqué par la différence des perceptions vis-à-vis l'épargne entre les citadins et les campagnards.

**Tableau 7 : l'influence de la domiciliation sur l'épargne des ménages**  
«Pour votre domicile, êtes-vous? «

Domiciliation	Effectifs	Pourcentage
Logement de fonction	8	8,1
Locataire	18	18,2
Propriétaire	22	22,2
maison familiale	51	51,5
Total	99	100,0

**Figure 24: domiciliation**



**Source: résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

D'après le graphe ci-dessus nous constatons que le critère maison familiale est le plus élevé avec un pourcentage de 51,5%, il vient juste après le critère propriétaire avec un pourcentage de 22,2%, et en troisième vient, celui de locataire avec un pourcentage de 18,2 % et en fin le critère logement de fonction avec un taux de 8,1%.

Cette observation peut être expliquée par l'aptitude à épargner pour chaque critère. Pour le critère maison familiale est le plus représentatifs dans cette étude, cela peut être interpréter par le fait qu'ils ne payent pas de loyer donc les excédents de leurs revenus sont épargner

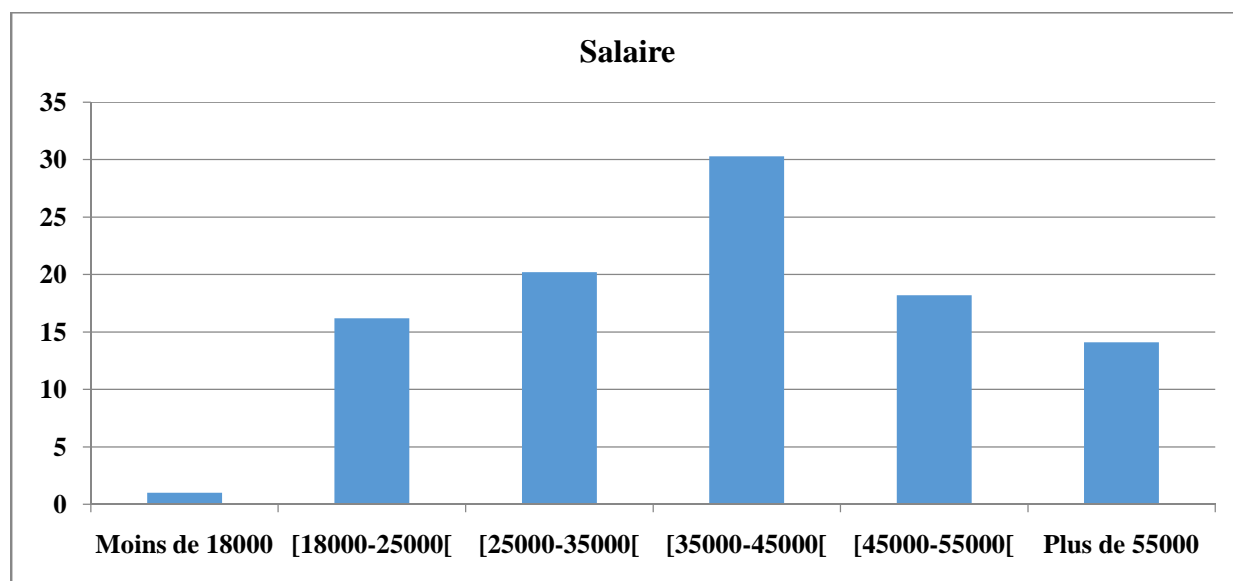
contrairement aux personnes qui occupent des logements de fonction qui a leur tours préfèrent cumuler l'épargne dans le but d'acquérir leur propre maison

### III.2.4 : Deuxième axe : Nature du revenu et sources

**Tableau 8: la variable salaire**

«Votre salaire se situe entre ?»

<b>Salaire</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Pourcentage</b>
Moins de 18000	1	1,0
[18000-25000[	16,2	16,2
[25000-35000[	20	20,2
[35000-45000[	30	30,3
[45000-55000[	18	18,2
Plus de 55000	14	14,1
Total	99	100

**Figure 25: Salaire**

**Source: résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

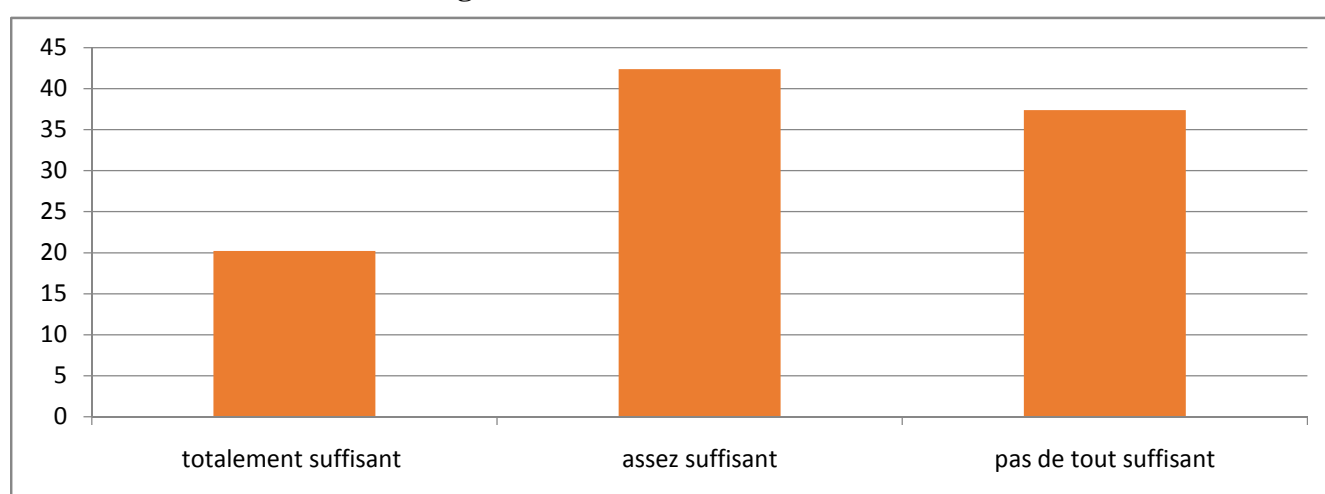
D'après la figure ci-dessus nous remarquons que l'intervalle qui se situe entre 35000 et 45000 est le niveau du salaire le plus dominant avec plus de 30%, il vient juste après ce qui se trouve entre 25000 et 35000 avec un pourcentage plus de 20%. En troisième position vient la tranche entre 45000 et 55000 qui représente à 18%, en dernière position vient les salaires inférieurs à 18000.

Ces résultats peuvent être expliqués par la capacité à épargner pour chaque agent économique, les salaires qui se situent entre 35000 et 45000 sont les plus représentatifs dans cette étude parce que ce sont les salaires qui dégagent un certain excédent après consommation, et qui ne sont pas encore engagés dans des grands projets (immobilier par exemple), les salaires les plus faibles (moins de 18000) sont incapables de faire des économies et financer le compte épargne, ils sont alourdis et conditionnés par le faible pouvoir d'achat qui ne cesse de varier à la baisse par la cherté de la vie et le pouvoir d'achat qui ne cesse pas de dégrader.

**Tableau 9 : variable salaire mensuel**

«Que pensez-vous de votre salaire mensuel?»

Salaire mensuel	Effectifs	Pourcentage
totalement suffisant	20	20,2
assez suffisant	42	42,4
pas du tout suffisant	37	37,4
Total	99	100,0

**Figure 26 : Salaire mensuel**

**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

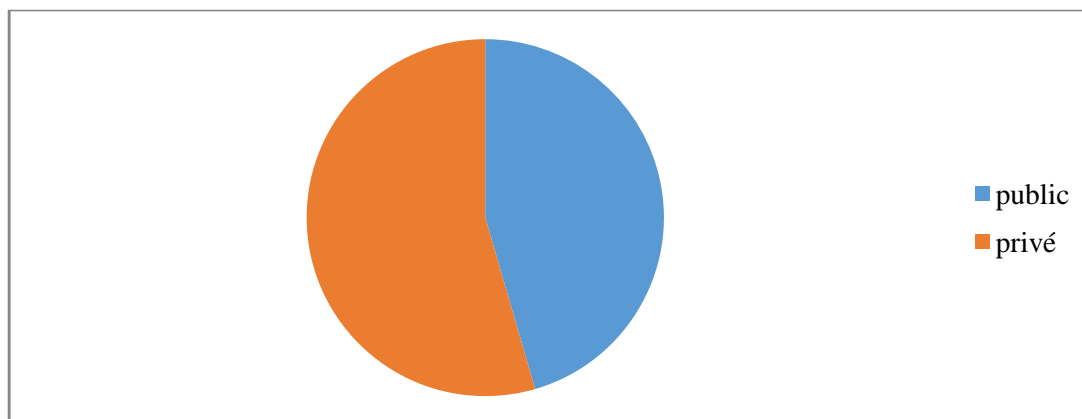
D'après la figure ci-dessus nous remarquons que la variable salaire mensuel la plus significative pour le critère assez suffisant avec un pourcentage de 42,4%, il vient ensuite le critère pas du tout suffisant avec un pourcentage de 37,4% et en dernier le critère totalement suffisant qui représenté un pourcentage de 20,2%.

Dans notre échantillon, ces résultats peuvent être expliqués par la capacité à épargner pour chaque catégorie, pour la catégorie assez suffisant, elle est la plus représentative dans cette étude parce qu'elle épargne beaucoup plus, puisqu'elle dégage un surplus de revenu qui est placé dans un compte bancaire. La catégorie totalement suffisant n'est pas représentative, même si elle dégage un surplus mais elle préfère investir.

**Tableau 10 la nature du secteur d'activité**

«Dans quel secteur travaillez-vous actuellement?»

Secteur d'activité	Effectifs	Pourcentage
public	45	45,5
privé	54	54,5
Total	99	100,0

**Figure 27 : secteur d'activité**

**Source: résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

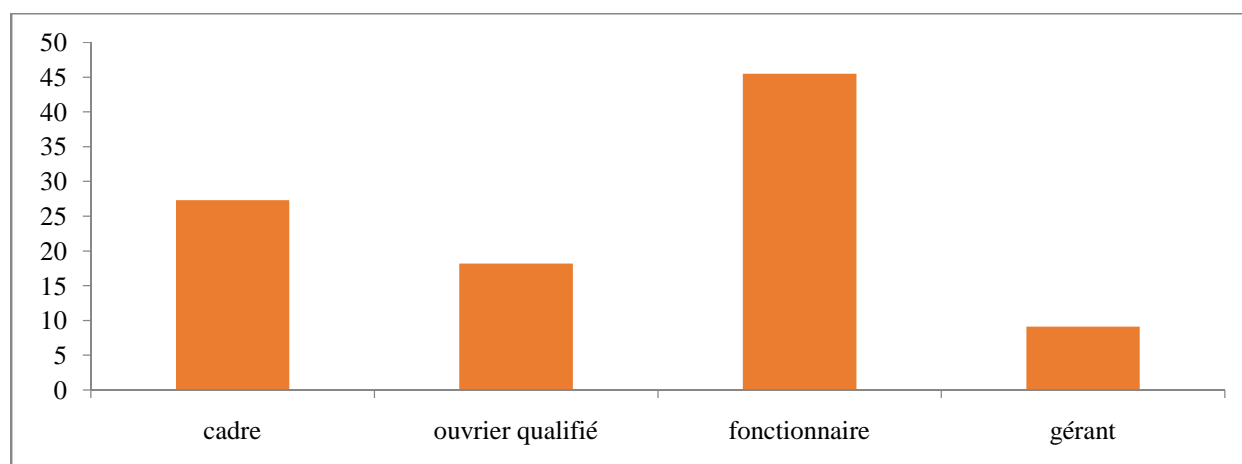
D'après la figure n° 27, nous remarquons que le secteur privé est le plus dominant avec un pourcentage plus de 54% et le secteur public est représenté avec un pourcentage plus de 45%.

Ce résultat peut être expliqué par le fait que dans le secteur privé, les individus sont motivés par leurs salaires et se sont les plus rémunérés, parce que le salaire est l'un des facteurs explicatif de la productivité d'un travailleur alors ce secteur donne l'importance aux salaires. Par rapport au secteur public, la grande partie des fonctionnaires ont un salaire moyen ou bas.

**Tableau 11 : Critère statut socioprofessionnel**

«Votre statu socioprofessionnel?»

Statu socioprofessionnel	Effectifs	Pourcentage
Cadre	27	27,3
ouvrier qualifié	18	18,2
Fonctionnaire	45	45,5
Gérant	9	9,1
Total	99	100,0

**Figure 28: statut socioprofessionnel**

**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

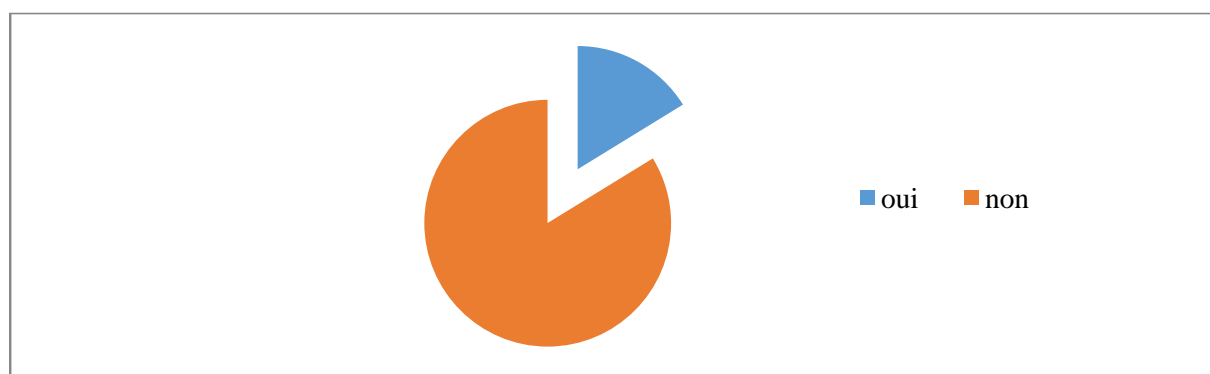
Selon le figure N°28, nous remarquons dans la variable statu socioprofessionnel que le critère fonctionnaire représente un pourcentage le plus élevé qui est de 45,5%, en deuxième position vient juste après le critère cadre qui est de 27,3%. En troisième position, il vient le critère ouvrier qualifié avec un pourcentage de 18,2% et en dernier le critère gérant qui représente un pourcentage de 9,1%.

Cette observation peut être expliquée par le fait que la catégorie fonctionnaire qui est la plus représentative dans l'échantillon, parce qu'elle libère un sur plus de revenu après consommation. La catégorie gérant représente un pourcentage faible puisque ils préfèrent investir.

**Tableau 12: variable activité informelles**

«Travaillez-vous dans l'informel?»

Activité informel	Effectifs	Pourcentage
oui	16	16,2
non	83	83,8
Total	99	100,0

**Figure 29: activité informelles**

**Source : résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

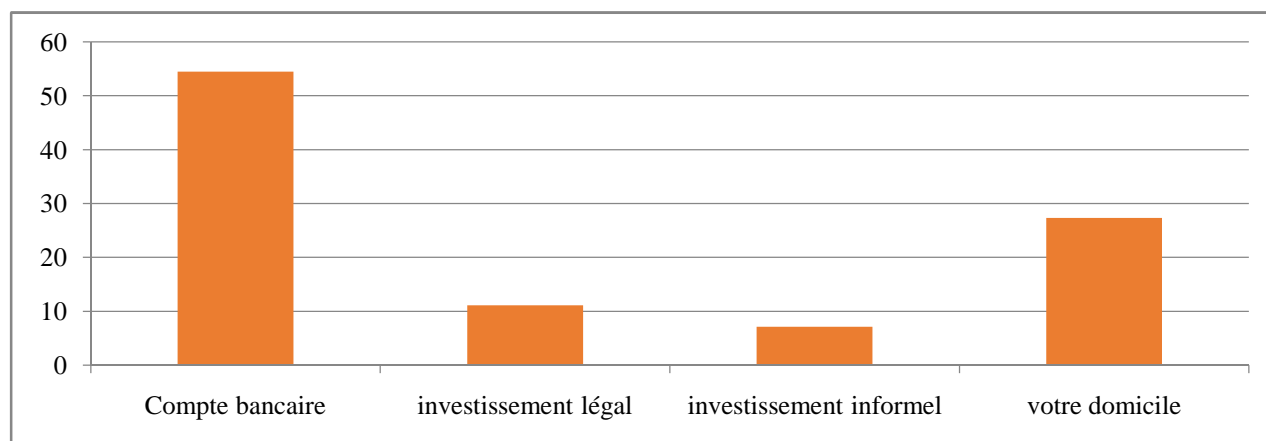
D'après la figure N° 29, nous observons que les particuliers qui n'exercent pas l'activité informelle représentent un pourcentage le plus significatif qui est plus de 83%, les particuliers exerçant cette l'activité représentent un pourcentage de 16,2%.

Ces résultats peuvent être expliqué par le fait que les personnes qui n'ont pas une activité informelle sont capable d'épargner, cela peut être justifié parce qu'ils n'ont pas les dépenses dans l'informel donc leur excédent sera destiné à financer leur compte épargne. Ceux qui ont une activité informelle dépensent leur excédent dans des investissements informel, et même si ces investissements leur donnent une rémunération mais ils ne peuvent pas les placer dans un compte épargne puisqu' ils ne peuvent pas justifier la source de cette rémunération ce qui est interdit par voie réglementaire.

**Tableau 13 : critère préférence pour épargne**

«Préférez-vous épargner dans?»

Préférence pour épargne	Effectifs	Pourcentage
Compte bancaire	54	54,5
investissement légal	11	11,1
investissement informel	7	7,1
votre domicile	27	27,3
Total	99	100,0

**Figure 30: Préférence pour épargner**

**Source: résultat de l'enquête. A l'aide du logiciel SPSS**

D'après la figure N°30, dans la variable préférence pour épargne, nous remarquons que la catégorie compte bancaire est la plus importante avec un pourcentage de 54,5%, il arrive juste après la catégorie domicile avec un pourcentage de 27,3%. Ensuite il survient la catégorie investissement légal avec un pourcentage de 11,1%, enfin il vient l'investissement informel représenté par un pourcentage de 7,1%.

Ces résultats peuvent être expliqués par le fait que la catégorie compte bancaire est la plus significative parce qu'elle préfère placer son excédent dans un compte épargne pour l'investissement et la protection contre le risque.



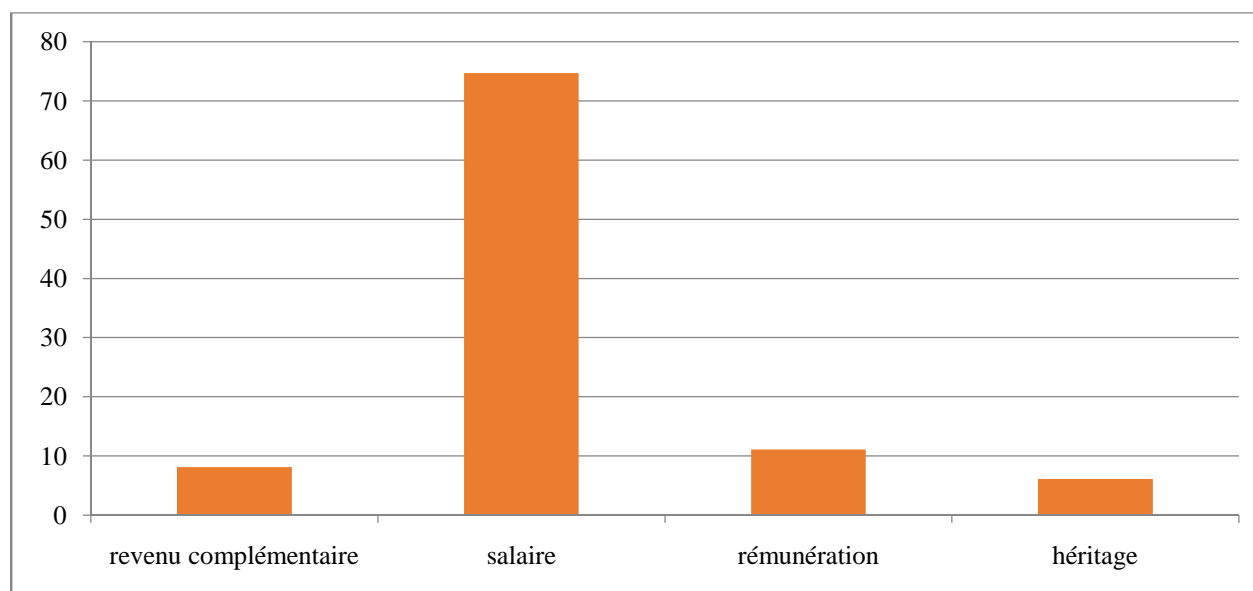
Par rapport à la catégorie domicile, elle est assez représentative cela peut être expliqué par le manque de confiance aux organismes financiers, les contraintes religieuses et elle n'a pas la culture d'épargne.

**Tableau 14 : variable source de revenu**

«Les sources de vos revenus?»

Sources de revenu	Effectifs	Pourcentage
revenu complémentaire	8	8,1
Salaire	74	74,7
Rémunération	11	11,1
Héritage	6	6,1
Total	99	100,0

**Figure 31: sources du revenu**



**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

D'après la figure ci-dessus, dans la variable source de revenu, nous remarquons que la modalité salaire est la plus dominante avec un pourcentage de 74,7, la modalité rémunération vient en second lieu avec un pourcentage de 11,1, en troisième lieu, nous trouvons la modalité

revenu complémentaire avec un pourcentage de 8,1 et en dernier il vient la modalité héritage avec un pourcentage de 6,1%.

Ces observations peuvent être expliquées par l'aptitude à épargner pour chaque individu. La modalité salaire est la plus significative parce qu'elle dégage un surplus après consommation et elle n'engage pas dans l'investissement, la modalité héritage est la plus faible car elle est consacrée à la consommation immédiate en détriment de l'investissement, cela peut être expliqué par leur dépendance à cette héritage dans leurs vies quotidiennes et le fait qu'ils exercent l'activité qui leur engendre des revenus à part leur héritage

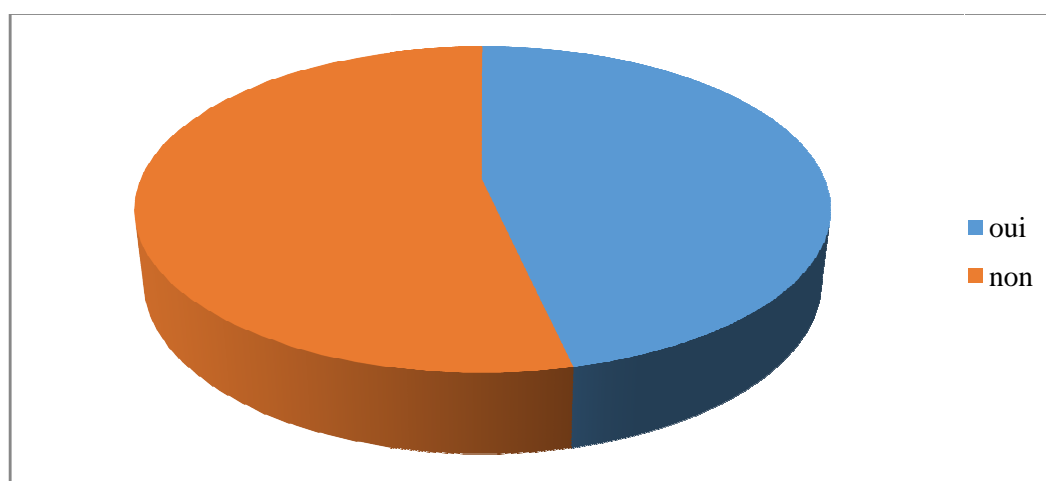
### III.2.5 Troisième axe : Contraintes et obstacles pour l'épargne

**Tableau 15: variable charge fiscales**

«Supporter vous des charges fiscales et non fiscales?»

Charges fiscales	Effectifs	Pourcentage
oui	46	46,5
non	53	53,5
Total	99	100,0

**Figure 32: Charges fiscales**



**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

D'après la figure N 32, nous observons que les agents économiques qui ne supportent pas les charges fiscales représentent un pourcentage très important qui est de 53,5% c'est pour cela qu'ils ont un avantage à épargner contrairement aux agents économiques qui supportent cette

charge qui sont représentés avec un pourcentage de 46,5% et ils ne peuvent pas dégager un surplus après consommation.

**Tableau 16: variable impôt sur le revenu global**

«Payez-vous l'IRG? »

IRG	Effectifs	Pourcentage
oui	72	72,7
non	27	27,3
Total	99	100,0

**Figure 33: impôt sur le revenu global**



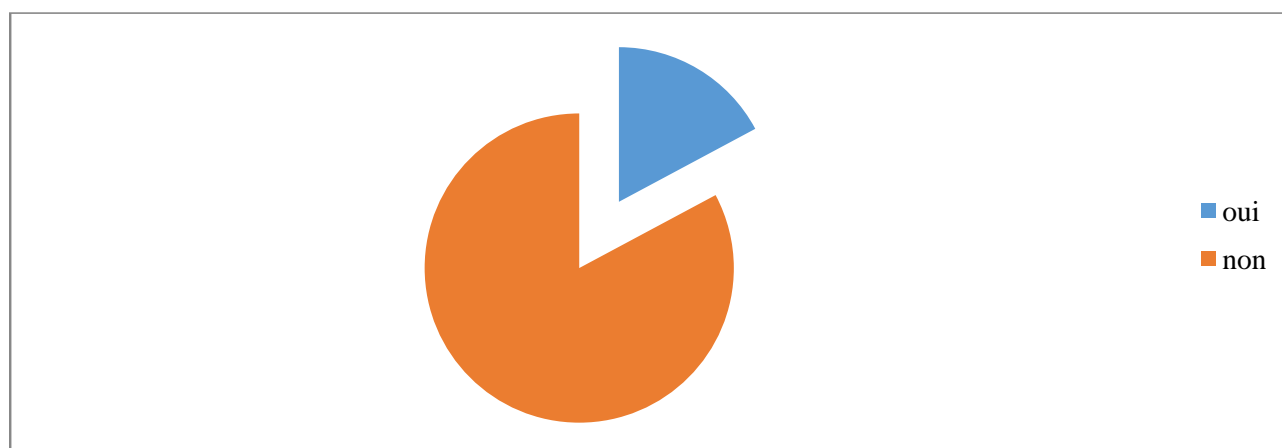
**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

D'après la figure N<sup>0</sup>33, dans la variable IRG, nous remarquons que les individus qui supportent l'IRG représentent un pourcentage très important qui est plus de 72%. Ils épargnent beaucoup plus cela peut être expliqué par le fait que en premier lieu, elle est la catégorie la plus dominante dans la société, ils ont un revenu et ils peuvent dégager des surplus après consommation destiné à financer leur compte épargne contrairement aux individus qui ne supportent pas l'IRG représenté par un maigre pourcentage qui est de 27,3%.

**Tableau 17 : critère avantage fiscaux**

«Bénéficiez-vous des avantages fiscaux?»

Avantages fiscaux	Effectifs	Pourcentage
oui	17	17,2
non	82	82,8
Total	99	100,0

**Figure 34 : Avantages fiscaux**

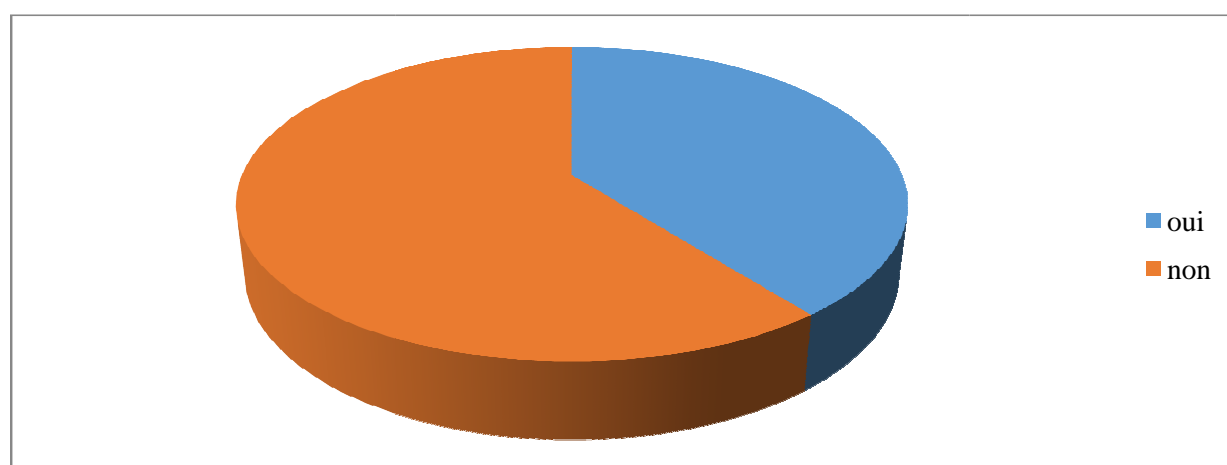
**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide de logiciel SPSS**

D'après la figure N 34, nous remarquons les particuliers qui bénéficient des avantages fiscaux représentent un pourcentage très faible qui est de 17,2% cela est due à l'incapacité à épargner de ces particuliers parce qu'ils ne dégagent pas des surplus puisqu'ils se sont généralement de petites entreprises individuelles qui n'arrivent même pas à couvrir leurs charges. Les particuliers qui ne bénéficient pas des avantages fiscaux représentent un grand pourcentage qui est plus de 82%, ils ont un avantage à épargner parce que généralement ce sont des salariés et des grands entrepreneurs.

**Tableau 18 : critère taux d'intérêt**

«Les taux d'intérêt proposés par la banque est ils motivants?»

Taux d'intérêt	Effectifs	Pourcentage
oui	39	39,4
non	60	60,6
Total	99	100,0

**Figure 35: Taux d'intérêt**

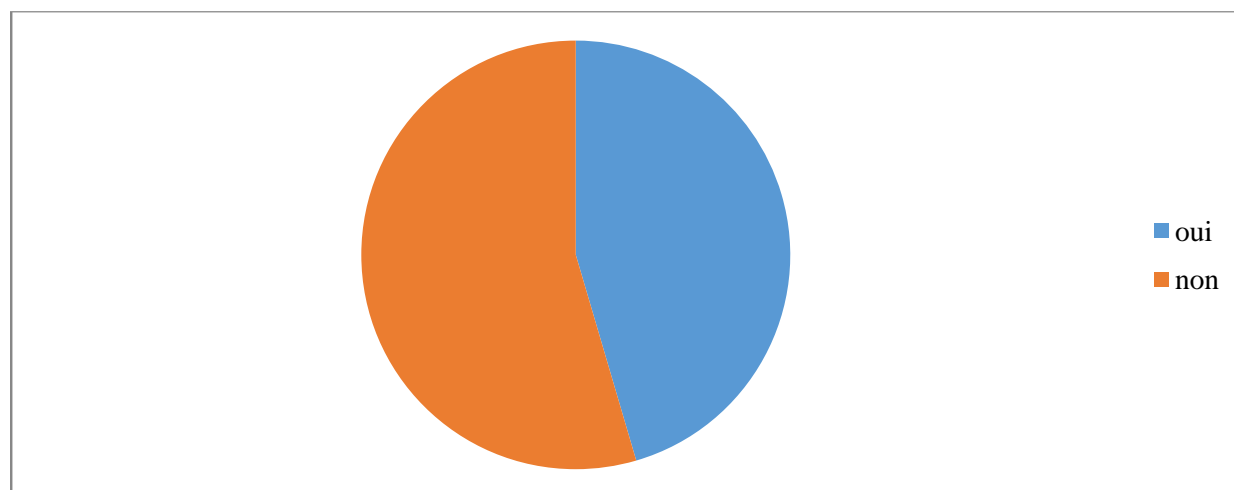
**Source: résultat de l'enquête. À l'aide du logiciel SPSS**

D'après la figure N°35, dans notre échantillon, nous remarquons que les individus qui ne sont pas intéressés par des fluctuations à la hausse de taux d'intérêt, représentent un pourcentage important qui est de 60,6%, cette observation peut être expliquée par le fait que les agents économiques ne considèrent pas le taux d'intérêt comme facteur déterminant pour l'épargne ce qui est le contraire de la théorie économique dont l'épargne est corrélée positivement avec le taux d'intérêt, cela peut être expliqué par les contraintes religieuses et le manque d'information sur ce taux. Contrairement aux particuliers qui s'intéressent à la motivation de taux qui représentent un pourcentage de 39,4%.

**Tableau 19 : variable taux d'inflation**

«Avez-vous une idée sur l'inflation?»

Taux d'inflation	Effectifs	Pourcentage
oui	45	45,5
non	54	54,5
Total	99	100,0

**Figure 36: Taux d'inflation**

**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

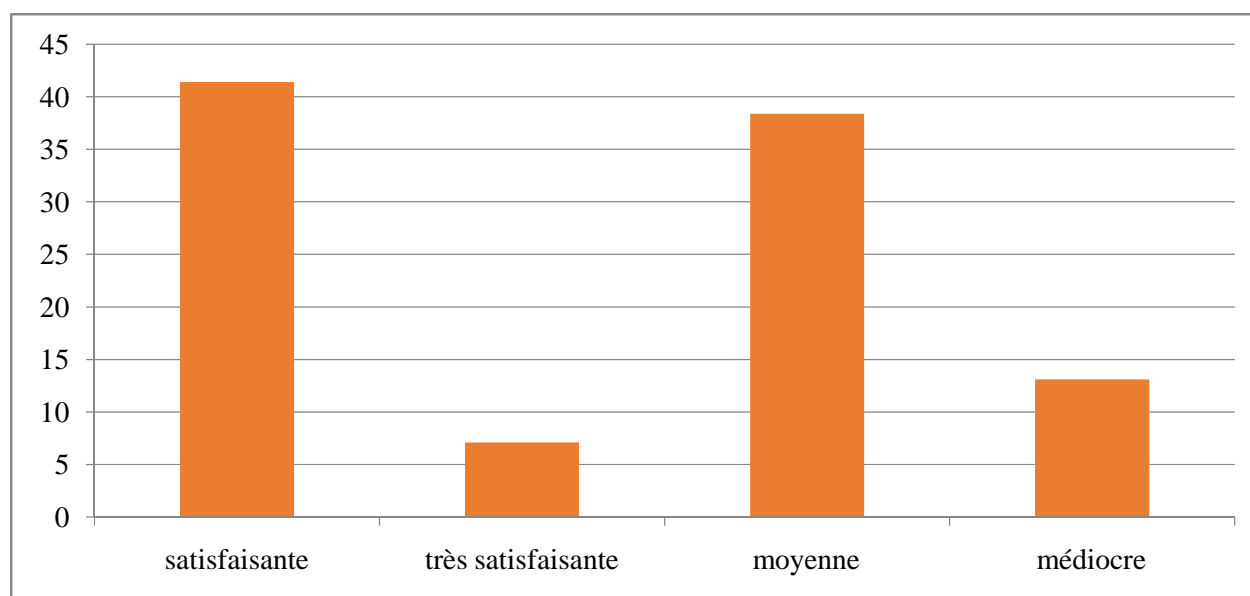
D'après la figure N<sup>o</sup> 36, nous remarquons que les épargnants qui ont des connaissances sur la notion inflation ont une aversion au risque de ce dernier représentent un pourcentage de 45,5%. Ils sont conscients du poids de l'inflation dans le taux d'intérêt réel. En somme ces épargnants ne sont pas frappés par l'illusion financière, 54% représente les épargnants qui n'ont pas une notion sur l'inflation.

**Tableau 20 : l'impact de la qualité des services bancaire**

«Comment estimez-vous la qualité des services offertes par la banque?»

La figure N° 36. Permet d'illustrer le jugement de notre population observée concernant la qualité des services bancaires.

La qualité des services bancaires	Effectifs	Pourcentage
Satisfaisante	41	41,4
très satisfaisante	7	7,1
Moyenne	38	38,4
Médiocre	13	13,1
Total	99	100,0

**Figure 37: la qualité des services bancaire**

**Source: Résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS**

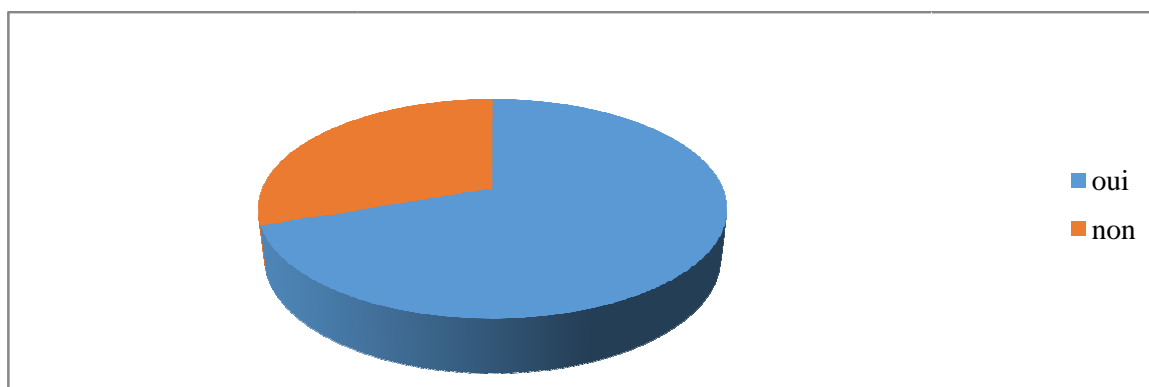
Bien que les personnes interrogées aient affirmé leur fidélité à leurs banques en matière de la qualité des services bancaires, il n'en demeure pas moins qu'ils pensent que la qualité de services qui leur est offerts reste satisfaisantes. La figure N°37 fait ressortir un taux de 41,1% de sondées qui semble satisfaisant de la qualité de services de leurs banques contre 38,4% qui avance que les services sont moyens, 13,1% qui reste carrément insatisfaisant et médiocre et juste 7,1% qui avance que les services bancaires sont très satisfaisants.

**Tableau 21 : critère la lenteur des procédures administratives**

«La lenteur des procédures administratives peuvent elles vous dissuadez d'avoir un compte épargne?»

La lenteur des procédures administratives représente un facteur très important dans le choix de l'épargne et dans la fidélisation de la clientèle de la banque. La figure N°38va montrer si notre population observée s'intéresse à la qualité des services offerts par la banque ou non.

Lenteur des procédures administratives	Effectifs	Pourcentage
Oui	69	69,7
Non	30	30,3
Total	99	100,0

**Figure 38: La lenteur des procédures administratives**

Source: résultat de l'enquête. À l'aide logiciel SPSS

D'après la figure N°38, nous remarquons que 69,7% de notre échantillon s'intéresse à la lenteur des procédures administratives de leurs banques et uniquement 30,3% de personnes interrogées ne sont pas intéressés par la lenteur des procédures administratives.

### **Conclusion (Interprétation des principaux résultats)**

L'enquête que nous avons menée auprès de la banque et 100 particuliers épargnants fait ressortir plusieurs conclusions qui restent très importantes pour ce travail.

La BDL représentent la banque qui collecte l'épargne, ce qui est constatée dans la partie des questionnaires que nous avons distribué aux individus dans leur lieu de travail et les clients de



cette agence. Les personnes sondées à travers notre questionnaire épargnent et disposent de compte épargne.

Dans notre échantillon, le sexe masculin est un facteur déterminant de l'épargne des ménages, qui sont généralement des fonctionnaires et des salariés qui ont entre 20 et 40 ans et qui occupent des maisons familiales, leurs salaires se situent entre 35000 et 45000 DA. Donc les variables: Age, salaire et lieu d'habitation sont tous des facteurs déterminants de l'épargne des ménages.

La catégorie des célibataires sont aussi motivés par la prise de leur précaution vis-à-vis de l'avenir, notamment le chômage. Cela nous permet de dire que la majorité des célibataires occupent des emplois précaires.

Le taux d'intérêt qui joue un rôle très important dans la motivation des individus à épargner ne joue pas son rôle pour le cas de notre étude, parce qu'il est très faible et ne peut attirer que ce qui désire contracter un emprunt parce qu'il n'est pas très coûteux.

Le taux d'inflation n'est pas un facteur déterminant de l'épargne des ménages, parce que la maturité des personnes sondées dans notre échantillon n'a aucune notion sur ce dernier.

Comme la majorité des personnes interrogées dans notre échantillon sont des fonctionnaires, la variable IRG est très significatif dans cet échantillon c'est-à-dire la plus part des épargnants supportent l'IRG. Par contre le secteur informel, les avantages fiscaux, les charges fiscales sont trop faible et non représentatif.

La plus part des individus ne connaissent pas tous les types de produit et services bancaires offerts par leurs banques ce qui fait que ces dernière doivent innover et développer leur moyens de communication par exemple par la publicité afin de pouvoir informer les clients sur tous les types de produit et services bancaire existant pour pouvoir les solliciter.

# **Conclusion Générale**

## Conclusion générale

L'épargne peut être un vecteur incontournable pour la relance de l'économie, ses déterminants peuvent jouer un rôle dans la capacité à épargner et pouvoir drainer un nombre important d'épargnants. C'est pour cette raison qu'on s'est fixé l'objectif de se pencher sur cette problématique. Au terme de cette étude, nous avons parvenu aux conclusions suivantes :

Le partage du revenu entre consommation et épargne selon les différentes approches; le revenu courant de Keynes, relatif de Duesenberry, permanent de Friedman et la théorie du cycle de vie de Modigliani.

La controverse entre les classiques et les keynésiens autour du rôle de l'épargne et du taux d'intérêt. Pour les économistes néoclassiques, l'épargne est déterminée par le taux d'intérêt réel. Tandis que Keynes, considère que l'épargne dépend uniquement du revenu, le taux d'intérêt ne détermine que la forme de l'épargne.

Une augmentation de l'inflation peut conduire à une diminution de l'épargne sous l'effet de Pigou, comme elle peut conduire à un croisement sous l'effet Keynes. Ajoutés à ces deux effets de l'inflation, le phénomène de l'illusion monétaire.

La période de l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie, allant de 1970 jusqu'au 2014, qui est marquée par plusieurs événements économiques (réformes, crises, environnement économique national et international ...) nous a montré qu'elle est passée par trois grandes périodes où l'épargne et ses déterminants ont connu des évolutions et des explications différentes. D'après cette étude analytique, nous avons aboutir à des conclusions suivantes:

La première période (1970 à 1990) caractérisée par une faiblesse de niveau de l'épargne et les variables prises en compte. Ceci peut être expliqué par plusieurs raisons: D'abord l'économie Algérienne était peu quantifiée où les estimations et collecte d'information pour enquête faible et surtout dominé par l'informel faisant d'une grande partie de l'épargne sous forme thésaurisée.

Ensuite, le niveau de développement économique était faible: les revenus des ménages étaient faibles et permettaient à peine de satisfaire leurs besoins de consommation.

Enfin, et en conséquence des deux premières raisons, la culture envers l'épargne était quasi-inexistante.

La deuxième période allant de 1990 à 2000, grâce aux grandes réformes mises en œuvre par les autorités, notamment dans le cadre de la LMC de 1990 et l'adoption du PAS en 1994, ainsi que le début de l'émancipation des ménages, l'épargne de ces derniers a connu une amélioration plus au moins significative sur la période 1989 -1993(un doublement de sa valeur entre 1990et 1991). Elle a connu une baisse a partir de 1993 et pendant toute la période du PAS; une des implications de ce programme sur l'appauvrissement économique. A partir de 1997, le rythme a repris en augmentation.

L'explication de cette évolution par les déterminants de l'épargne est toutefois nuancée. Concernant les taux d'intérêt réels créditeurs, ceux-là ont toujours été négatifs jusqu'à 1997, dernière année du PAS. Malgré cela, l'évolution de l'épargne n'en pas tenu compte pour la période d'avant 1994; l'explication apportée par les économistes se trouve dans l'illusion monétaire des ménages. Si l'on se tient à cela, la baisse de cette épargne de 1993 à 1997 est plus le résultat de l'inflation et du revenu. Concernant ces deux derniers, leur évolution est tantôt explicative de celle de l'épargne et tantôt contradictoire.

La troisième période de 2000 à 2014 caractérisée par une augmentation continue de l'épargne avec un rythme plus élevé par rapport aux périodes précédentes. Cette augmentation peut être expliquée par: la stabilité de l'inflation et surtout par l'augmentation des salaires. Les taux d'intérêt ne peuvent être significatifs puisqu'ils sont quasiment fixes et surtout négatifs en terme réels.

Au terme de l'analyse économique, nous ne pouvons pas conclure à un effet significatif, sinon fixe, d'aucune des variables étudiées sur l'épargne, excepté le revenu. même l'effet de ce dernier doit être analysée en tenant compte des différentes politique menées par les autorités telles que celles encourageant l'épargne logement (taux d'intérêt de 1% sur les crédits promotionnels ) et celles freinant la consommation (tel que la suppression du crédit a la consommation 2009<sup>18</sup>) .

En plus de cela, il faut tenir compte des autres facteurs influant sur l'épargne ; le taux de l'économie informel, la culture d'épargne des Algériens sous forme d'avoir en or dans un contexte d'augmentation continue des prix de ce métal précieux.

Quel que soit la catégorie âge, revenu, statut socioprofessionnel et la situation familiale, la plus part des individus observés soit ils épargnent, soit investissent leur supplément de revenu,

---

<sup>18</sup>Selon la loi des finances complémentaires de 2009

ce qui est le soucis de la plupart des individus sondés, ou bien pour augmenter leur richesse, Donc ces variables d'étude sont des facteurs déterminants de l'épargne des ménages.

Comme la majorité des personnes interrogées dans notre échantillon sont des fonctionnaires que sa soit dans le secteur privé ou public, ce qui fait, ils payent L'IRG, ce qui résulte que ce dernier est un facteur déterminant de l'épargne des ménages. Par contre le secteur informel, les avantages fiscaux, les charges fiscales ne jouent pas un rôle déterminant de l'épargne des ménages par ce qu'ils représentent un faible pourcentage dans notre échantillon.

La faiblesse du taux d'intérêt ne permet pas de jouer le rôle comme facteur déterminant de l'épargne des ménages.

Le taux d'inflation n'est pas un facteur déterminant de l'épargne des ménages, parce qu'épargner de l'argent est seulement une option économiquement attractive si le taux d'intérêt est supérieur au taux d'inflation. Beaucoup de ménages oublient le taux d'inflation quand ils considèrent l'épargne et le taux d'intérêt. Ils sont contents avec l'intérêt gagné, mais ne sont pas conscients du fait que l'inflation enlève une partie de ces gains. C'est ce qu'on appelle l'illusion monétaire.

Selon les réponses des personnes interrogées dans notre échantillon qui ne sont plus très satisfaisants des pratiques des banques, La lenteur des procédures administratives et la qualité des services bancaires offerts par la banque peuvent être des obstacles à l'épargne.

A travers les résultats obtenus, nous pouvons dire que notre première hypothèse est confirmée car, le comportement de l'épargnant est influencé par des facteurs économiques tel que : les variables budgétaires, variables monétaires et non économiques tel que : la situation familiale, situation matrimoniale et en générale la situation socioéconomique de l'épargnant. En ce qui concerne la deuxième hypothèse, nous pouvons dire qu'elle est confirmée, car effectivement, les déterminants non économiques peuvent peser sur la volonté à épargner des agents économiques soit d'une manière positive ou négative tel que les pratiques bancaires.

De ces résultats, nous pouvons conclure que le comportement de l'épargnant est influencé par trois grands axes qui sont : les variables socioéconomiques de l'épargnant, nature et source de revenu, en dernier, contraintes et obstacles pour l'épargne.

# **Bibliographie**

---

## Bibliographie

### Ouvrage :

- 1- BERNIER B. ET SIMON Y., Initiation à la macroéconomie, 8<sup>ème</sup> édition, Paris, 2001.
- 2- BETON A., DALLO C., GUIDONI J-P, LEGARDEZ A., « dictionnaire des sciences économique », édition Armand Collin, Paris, 1991.
- 3- BODIN LOUIS : « Précis d'histoire des doctrines » édition : Domamanchesterien ; paris 1947.
- 4- COLLIN J. CLAUDE ET YVES BERNARD, « Vocabulaire économique et financiers », édition du Seuil, 1996.
- 5- GABRIEL PAULATION, « Revenu et consommation discrétionnaire » «Edition librairie DROZ, paris 1975.
- 6- SERVET JEAN MICHEL : « La confiance, un facteur décisif de la mobilisation de l'épargne », Ed paris AUPELEF-UREF, 1994.
- 7- TACHEIX, THIERRY : « L'essentiel de la macro-économique » ,4<sup>ème</sup> Galion, France 2008, 48 édition.
- 8- TAILLEFER BERNARD: « L'épargne en milieu rural in l'épargne et sa collecte en Afrique. Paris, revue banque. Ed, 1988.

### Revue et articles :

- 1- BENABDALLAH Y., « monnaie croissance économique et ouverture », revue les cahiers du cread n° 75, Alger, 2006.
- 2- PATRICK ALLARD « Le comportement d'épargne des ménages », revue française d'économie, volume 6, n°2,1991.
- 3- Lenoir a rapport de synthèse du colloque de Yamoussoukro sur l'épargne et sa collecte en Afrique, paris, la bonne banque éditeur, 1988.

### Rapports :

- 1-Banque d'Algérie, évolution économiques et monétaires en Algérie, Evolution des prix, rapport 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014.
- 2-Rapport du Fond Monétaire International N°06/93, mars 2006.

**Mémoire et thèse :**

- 1- AHMIA A. AISSAOUI F. « Etude de la contribution de l'épargne à l'économie en Algérie », Licence MB F 2009.
- 2- ALAIN GALIBERT ET JEAN LE DEM, EDISON ROY- CESAR, GUILLAUME NADEAU, « L'épargne des ménages américains : les enseignements d'une comparaison internationale ».
- 3- DIAGNEM. S., « Les déterminants de l'épargne au Sénégal », Sénégal, 2001.
- 4- FOURNIER. V, VAILLANCOURT. F. « Les déterminants de l'épargne des ménages au Québec en 2007 : une analyse comparative avec le Canada et l'Ontario », Montréal, 2011.
- 5- FRANCOIS VAILLANCOURT, MATHIEU LABERG, « L'épargne au Québec : sa mesure et son importance 1961-2006.
- 6- HADJI H., « Analyse économétrique de la consommation des produits agroalimentaires : cas des ménages de la ville du Bejaia », magistère en science économique, Bejaia, 2010-2011.
- 7- LALALI RACHID, « Contribution à l'étude de la bancarisation et de la collecte des ressources en Algérie » cas des banques de la wilaya de Bejaia.
- 8- YOUNBI PIERRE ALAIN, « Les déterminants de l'épargne des ménages au Cameroun », DESS en gestion financière et bancaire, université de douala, 2003.
- 9- W. FRED VAN RAAIJ, « Motifs et comportement d'épargne », université de Tilbourg (pays bas).

**Site internet:**

[www. Bank-of-Algeria.dz](http://www.Bank-of-Algeria.dz)

[www. Christian-biales.net](http://www.Christian-biales.net)

[www. Toupie .org](http://www.Toupie.org)

[www. L'économie politique.fr](http://www.L'économie politique.fr)

[www .oecd .org](http://www.oecd.org)

[http: // sesmassena. Share point. Com](http://sesmassena.Share point. Com)

[http: // www.oecd .org](http://www.oecd.org)

[http: // www. Financite. be.](http://www.Financite.be)

[www.ons.dz](http://www.ons.dz)

[www.conjoncture -.dz. Com](http://www.conjoncture -.dz. Com)



# **Index**

## Liste des figures

<i>Figure 1: cycle de vie de Modigliani</i>	13
<i>Figure 2: Evolution de l'épargne de ménages de 1970 à 2014</i>	24
<i>Figure 3: Evolution de l'épargne des ménages avant 1990</i>	25
<i>Figure 4: Evolution du revenu des ménages avant 1990</i>	26
<i>Figure 5: Evolution du taux d'inflation avant 1990</i>	27
<i>Figure 6: Evolution du taux d'intérêt créditeur avant 1990</i>	28
<i>Figure 7: Evolution de l'épargne des ménages de 1990-2010</i>	29
<i>Figure 8: Evolution du revenu des ménages de 1990-2010</i>	30
<i>Figure 9: Evolution du taux d'inflation 1990-2010</i>	30
<i>Figure 10: Evolution du taux d'intérêt créditeur 1990-2010</i>	31
<i>Figure 11: Evolution de l'épargne des ménages de 2010-2014</i>	33
<i>Figure 12: Evolution du revenu des ménages 2000-2014</i>	34
<i>Figure 13: Evolution du taux d'inflation 2010-2014</i>	35
<i>Figure 14: Evolution du taux d'intérêt créditeur 2010-2014</i>	36
<i>Figure 15: sexe</i>	39
<i>Figure 16: Age</i>	40
<i>Figure 17: situation familiale</i>	41
<i>Figure 18: statut socioprofessionnel</i>	42
<i>Figure 19: sexe</i>	48
<i>Figure 20: Age</i>	49
<i>Figure 21: situation matrimoniale</i>	50
<i>Figure 22: Nombre d'enfants</i>	51
<i>Figure 23: lieu d'habitation</i>	52
<i>Figure 24: domiciliation</i>	53
<i>Figure 25: Salaire</i>	55
<i>Figure 26 : Salaire mensuel</i>	56
<i>Figure 27 : secteur d'activité</i>	57
<i>Figure 28: statut socioprofessionnel</i>	58
<i>Figure 29: activité informelles</i>	59
<i>Figure 30: Préférence pour épargne</i>	60
<i>Figure 31: sources de revenu</i>	61
<i>Figure 32: Charges fiscales</i>	62

<i>Figure 33: IRG</i>	63
<i>Figure 34: Avantages fiscaux</i>	64
<i>Figure 35: Taux d'intérêt</i>	65
<i>Figure 36: Taux d'inflation</i>	66
<i>Figure 37: la qualité des services bancaire</i>	67
<i>Figure 38: La lenteur des procédures administratives</i>	68

## Liste des tableaux

<i>Tableau 1: récapitulatif des déterminants de l'épargne</i>	18
<i>Tableau 2: L'influence du sexe sur l'épargne</i>	48
<i>Tableau 3 :L'influence de l'âge sur l'épargne</i>	49
<i>Tableau 4: L'impact de la situation matrimoniale sur l'épargne</i>	50
<i>Tableau 5: L'effet de nombre d'enfant sur l'épargne des ménages</i>	51
<i>Tableau 6: critère lieu d'habitation</i>	52
<i>Tableau 7 : l'influence de la domiciliation sur l'épargne des ménages</i>	53
<i>Tableau 8: la variable salaire</i>	54
<i>Tableau 9 : variable salaire mensuel</i>	56
<i>Tableau 10 la nature du secteur d'activité</i>	57
<i>Tableau 11 : Critère statut socioprofessionnel</i>	58
<i>Tableau 12: variable activité informelles</i>	59
<i>Tableau 13 : critère préférence pour épargne</i>	60
<i>Tableau 14 : variable source de revenu</i>	61
<i>Tableau 15: variable charge fiscales</i>	62
<i>Tableau 16: variable IRG</i>	63
<i>Tableau 17 : critère avantage fiscaux</i>	64
<i>Tableau 18 : critère taux d'intérêt</i>	65
<i>Tableau 19 : variable taux d'inflation</i>	66
<i>Tableau 20 : l'impact de la qualité des services bancaire</i>	67
<i>Tableau 21 : critère la lenteur des procédures administratives</i>	68

## Liste des annexes

<i>Annexe 1 : Les données de l'O.N.S</i> .....	75
<i>Annexe 2 : Les données de l'O.N.S</i> .....	76
<i>Annexe 3 : questionnaire de l'étude</i> .....	78

# **Annexes**

## Les Annexes

### Annexe 1 : Les données de l'O.N.S

Années	Epargne des ménages (10 <sup>9</sup> DA)	Revenu des ménages (EN 10 <sup>9</sup> DA)	Inflation(%)	taux d'intérêt créditeurs(%)
1970	-3,5145	9,874	4,83	
1971	-3,0025	11,024	2,76	
1972	-4,2598	12,462	4,04	
1973	1,5329	19,274	6,9	
1974	3,8055	27,73	2,82	
1975	4,0806	33,603	8,63	
1976	4,6135	38,624	8,3	
1977	1,923	44,569	11	
1978	4,1968	52,99	15,62	
1979	9,9264	66,143	10,39	
1980	14,1965	82,013	9,18	3
1981	10,6907	95,361	14,66	3
1982	16,5025	109,151	6,2	3
1983	21,086	124,134	6,02	3
1984	11,8395	134,212	8,18	3
1985	16,2189	152,642	10,49	3
1986	22,6619	174,857	12,29	4
1987	28,8723	178,738	7,46	4
1988	29,9263	238,802	5,9	4
1989	32,1962	289,466	9,29	8
1990	57,3297	362,372	17,9	8
1991	112,4041	522,454	25,87	8
1992	153,1105	691,955	31,67	8
1993	184,3774	823,445	20,52	8
1994	145,5725	972,327	29,05	12
1995	141,4541	1244,536	29,78	16,58
1996	151,6784	1491,231	18,69	14,5
1997	201,014	1611,24	5,73	12,6
1998	275,2861	1806,789	4,95	9,125
1999	361,1425	2003,481	2,64	8,25
2000	426,9122	2111,775	0,34	7,5
2001	517,1576	2334,435	4,23	6,25
2002	566,956	2522,198	1,42	5,33
2003	683,57	2773,808	2,58	5,25
2004	478,9155	2812,134	3,56	3,64
2005	889,4661	3399,9455	1,64	1,93
2006	1063,4827	3710,4874	2,54	1,75

2007	1337,7785	4243,1949	3,51	1,75
2008	1611,2376	4842,5558	4,4	1,75
2009	1771,5521	5449,1	5,74	1,75
2010	2310,1136	6353,2557	3,91	1,75
2011	2889,2086	7359,9187	4,52	1,75
2012	3093,8791	8217,7876	8,89	1,75
2013	3557,0262	9231,4027	3,25	1,75
2014	3626,4219	9789,1405	2,91	1,75
2015	3760,4888	10510,7889	4,78	1,75

## Annexe 2 : Les données de l'O.N.S

Années	Taux de croissance du revenu(%)	consommation final des ménages (en 109DA)	taux de croissance de l'épargne	taux d'intérêt réel créditeur (%)
1970		13,3885		-12,36
1971	11,64674904	14,0265	-14,56821739	-12,04
1972	13,04426705	16,7218	41,87510408	-11,72
1973	54,66217301	17,7411	-135,9852575	-11,4
1974	43,87257445	23,9245	148,2549416	-11,08
1975	21,17922827	29,5224	7,229010642	-10,76
1976	14,94211826	34,0105	13,05935402	-10,44
1977	15,39198426	42,646	-58,31797984	-10,12
1978	18,89429873	48,7932	118,2423297	-9,8
1979	24,82166446	56,2166	136,5230652	-9,48
1980	23,9934687	67,8165	43,01760961	-6,18
1981	16,15353663	84,5703	-24,69481915	-11,66
1982	14,58099327	92,6485	54,36313805	-3,2
1983	13,72685546	103,048	27,77457961	-3,02
1984	8,118645979	122,3725	-43,85137058	-5,18
1985	13,73200608	136,4231	36,98973774	-7,49
1986	14,55366151	152,1951	39,7252588	-8,29
1987	2,219527957	149,8657	27,40458655	-3,46
1988	33,60449373	208,8757	3,650557801	-1,9
1989	21,21590271	257,2698	7,584967069	-1,29
1990	25,18637767	305,0423	78,0635603	-9,9
1991	44,17615048	410,0499	96,06608791	-17,87
1992	32,44323902	538,8445	36,21433738	-3,67
1993	19,00268081	639,0676	20,42113376	-12,52
1994	18,08038181	826,7545	-21,04645146	-17,04
1995	27,99562287	1103,0819	-2,829105772	-13,2
1996	19,82224701	1339,5526	7,22799834	-4,19
1997	8,047646542	1410,226	32,5264507	6,87
1998	12,13655321	1531,5029	36,94871999	4,17



1999	10,88627394	1642,3385	31,18806217	5,59
2000	5,405292089	1684,8628	18,21156469	7,16
2001	10,5437369	1817,2774	21,13910073	2,03
2002	8,04318818	1955,242	9,629250348	3,91
2003	9,975822675	2090,238	20,56843917	2,67
2004	1,38171063	2333,2185	-29,93906988	0,07
2005	2,90268458	2510,4794	85,72506006	0,3
2006	9,133731702	2647,0047	19,56416327	-0,79
2007	14,3568066	2905,4164	25,79222022	-1,76
2008	14,12522672	3231,3182	20,44128381	-2,65
2009	12,52555314	3677,5606	9,949774012	-3,99
2010	16,59248119	4043,1421	30,40054537	-2,16
2011		4470,7101		*3,48
2012		5123,9085		*-0,89
2013		5674,3765		*4,74
2014		6162,7186		*4,2

Source: ONS

\* : banque d'Algérie

### **Annexe 3 : questionnaire de l'étude**

Université A-Mira de Bejaia.

Faculté des Sciences Economiques, des Sciences de Gestion et des Sciences Commerciales.

Département des Sciences Economiques

Option : Monnaie Banque & Environnement International

#### **QUESTIONNAIRE D'ENQUETE**

**THEME :**

**LES DETERMINANTS DE L'EPARGNE DES MENAGES EN ALGERIE : ENTRE ASPECTS THEORIQUES ET CONSIDERATIONS PRATIQUES. ENQUETE DU TERRAIN AUPRES DES MENAGES DE LA VILLE D'AKBOU.**

**Analyse par questionnaire auprès des particuliers de la wilaya de Bejaia**

La présente enquête rentre dans le cadre de la réalisation d'un mémoire de master portant sur le thème : **Qu'en est-il des déterminants de l'épargne des ménages en Algérie, largement discuté par les différentes théories ?** Analyse par questionnaire auprès des particuliers de la ville d'Akbou. Dans ce contexte, toutes les informations seront traitées d'une façon anonyme bien que votre participation soit volontaire, votre coopération est importante afin que les données recueillies puissent être les plus exactes.

Merci pour votre collaboration.

Enquêteur : HACHEMI/ OUYAHIA

Date

d'enquête :

.....

/.....

## 1) INFORMATION PERSONNELLES:

a) Vous êtes ?

Un homme

Une femme

b) votre âge ? .....Ans

c) Quelle est votre situation matrimoniale ?

marié (e)

Divorcé(e)

Veuf(Ve)

Célibataire

d) Vos enfants et personne à charge :

Nombre d'enfants

Autres personnes à charge

e) Lieu d'habitation :

La ville  campagne

Pour votre domicile, êtes-vous ?

Logement de fonction

Propriétaire

Locataire

Maison familiale

f) Votre salaire se situe entre :

Moins de 18000 da

[18000-25000 da]

[25000-35000 da]

[35000-45000 da]

[45000-55000 da]

Plus de 55000 da

g) Que pensez-vous de votre salaire mensuel ?

Totalemment suffisant

Assez suffisant

Pas de tout satisfaisant

h) Pensez-vous que votre revenus va dans les prochaines années :

Augmenter ?

Baisser ?

Rester le même ?

i) Dans quel secteur travaillez-vous actuellement ?

Public

Privé

j) votre statut professionnel

Cadre

Ouvrier qualifié

Fonctionnaire

Gérant

Chômeur

## 2. VOS RESSOURCES

Les sources de vos revenus :

Revenu complémentaire

Rémunération

Salaire

Héritage

## 3) VOS IMPOTS :

Supporter vous des charges fiscales et non fiscales

Oui  Non

Payez-vous l'IRG ?

Oui  Non

Bénéficiez-vous des avantages fiscaux ?

Oui  Non

Vos charges peuvent-elles être un obstacle pour votre épargne ?

Oui  Non

## 5. VARIABLES MACROECONOMIQUES

Les taux d'intérêt proposé par la banque sont-ils motivants

Oui  Non

Avez-vous une idée sur l'inflation ?

Oui  Non

## 6. OBSTACLES POUR L'EPARGNE

Comment estimez-vous la qualité des services offertes par les banques ?

- Satisfaisante*
- Très satisfaisante*
- Moyenne*
- Médiocre*

La stratégie de votre banque était-elle déterminante dans le choix de votre épargne

Oui  Non

Les lenteurs des procédures administratives peuvent-elles vous dissuader d'avoir un compte épargne ?

Oui  Non

# *Les déterminants de l'épargne des ménages en Algérie: entre aspects théoriques et considérations pratiques. Enquête auprès des particuliers de la ville d'Akbou.*

## **Résumé**

L'épargne est une variable économique fondamentale et affecte les dynamiques macroéconomiques, au niveau de l'économie, elle permet de financer l'investissement et d'assurer le maintien et la croissance de la production nationale.

L'épargne peut être un vecteur incontournable pour la relance de l'économie, ses déterminants peuvent jouer un rôle dans la capacité à épargner et pouvoir drainer un nombre important d'épargnants. C'est pour cette raison qu'on s'est fixé l'objectif de se pencher sur cette problématique. Au terme de cette étude, nous avons parvenu aux conclusions suivantes :

De ces résultats, nous pouvons conclure que le comportement de l'épargnant est influencé par trois grands axes qui contiennent des facteurs économiques et non économiques, ces axes sont : les variables socioéconomiques de l'épargnant, nature et source de revenu, en dernier, contraintes et obstacles pour l'épargne.

**Mot clé :** Epargne, Algérie, Taux d'inflation, Taux d'intérêt, Revenu.

## **Abstract**

Saving is a fundamental economic variable and affects macroeconomic dynamics at the level of the economy, it finances investment and ensures the maintenance and growth of domestic production.

Savings can be an essential vehicle for economic recovery, and its determinants can play a role in the ability to save and attract a large number of savers. That is why we have set ourselves the goal of addressing this issue. At the end of this study, we reached the following conclusions:

From these results, we can conclude that the behavior of the saver is influenced by three main axes which contain economic and non-economic factors, these axes are: socio-economic variables of the saver, nature and source of income, Constraints and barriers to saving.

**Keyword:** Savings, Algeria, Inflation rate, Interest rate, Income.

## **ملخص**

الادخار والمتغير الاقتصادي الأساسي ويؤثر على ديناميكية الاقتصاد الكلي في الاقتصاد، فإنه يساعد على تمويل الاستثمار وضمان صيانة ونمو الإنتاج المحلي.

يمكن تحقيق وفورات يكون ناقلا رئيسيا لتحقيق الانتعاش الاقتصادي، محدداته قد تلعب دورا في القدرة على حفظ وتكون قادرة على التعامل مع عدد كبير من المستثمرين. ولهذا السبب وضعت هدفا لمعالجة هذه المشكلة. بعد هذه الدراسة، وصلنا إلى الاستنتاجات التالية:

من هذه النتائج، يمكننا أن نستنتج أن سلوك المستثمر يتأثر ثلاثة مجالات رئيسية هي التي تحتوي على العوامل الاقتصادية وغير الاقتصادية، وهذه المجالات هي: المتغيرات الاجتماعية والاقتصادية من التوقف وطبيعة ومصدر للدخل، وأخيرا، القيود والحواجز التي تحول دون تحقيق وفورات.

الكلمة: المدخرات، الجزائر، ومعدلات التضخم وأسعار الفائدة والدخل.